

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 16 JUIN
N° 210 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

**Tribune
préparatoire
au II^e Congrès
du PCR ml
voir p.2**

5 ANS DE PRISON REQUIS CONTRE SIMEONI

La journée d'hier a été un temps fort dans le procès des inculpés d'Aléria. Jamais son caractère politique n'est apparu aussi clairement, c'est même devenu un thème du réquisitoire de l'avocat général Dowling Carter. La matinée a été consacrée à la lecture des réponses faites par Poniatowski aux questions que lui posaient la défense, et aux plaidoies des parties civiles. Le malaise dont a été victime un avocat de la défense, le batonnier Filippi, a quelque peu modifié la poursuite du procès : les plaidoies de la défense ne commenceront que demain.

**«FACE A UN ETAT
NE VOULAIT PAS CEDER,
VOUS DEVIEZ
VOUS RENDRE»**

Cinq heures de réquisitoire ! Il n'en fallait pas tant pour endormir le général qui siège à la Cour de Sûreté... L'argumentation de l'avocat général tourne autour de deux axes : les deux inculpés sont des gens «particulièrement honorables». Il fallait donc «la présence d'un certain contexte différent d'un simple scandale financier, l'existence de profondes motivations, pour les pousser à l'action». Cette constatation lui permet de faire le lien entre les idées défendues par les militants inculpés et leur inculpation devant la Cour de Sûreté. Deuxième axe : l'action a été voulue violente, et en posant le problème de la Corse, de la redistribution des terres aux viticulteurs corses, les inculpés ont «voulu contraindre l'Etat». Cela pour justifier la saisine de la Cour de Sûreté.

Sur les faits, l'argumentation est faible, passant sous silence les témoignages qui affirment que les premiers tirs sont venus des vignes et non pas de la cave, se livrant à un lamentable calcul trigonométrique pour prouver que les balles qui ont tué les deux gendarmes pro-

venaient «de la direction de la cave». L'argumentation ne pouvait être que faible, puisque l'accusation n'a jamais pu prouver quoi que ce soit sur l'origine des tirs. C'est sur les «motivations» qu'il sera le plus prolix : «Votre position est tout à fait défen-

dable et légitime», et s'adressant (comme il l'a fait presque continuellement) à Siméoni : «Mais si vous voulez devenir un homme politique, vous devez apprendre à tenir compte des réalités».

Suite page 6

SÉCHERESSE :

RESTRICTION ET MESURES DERISOIRES

5 % de tension électrique en moins, dès lundi, pour les usagers. C'est la décision que vient de

prendre Electricité de France, en raison du niveau anormalement bas des barrages hydro-électriques de son réseau. Cette décision aura des conséquences pour les uti-

lence l'ignoble spéculation à laquelle se livrent les importateurs d'aliments pour bétail, le stockage criminel du foin, dont le prix est passé à 100 F au lieu de 30 en période nor-

UDR : Les prétentions de Labbé

Après l'intermède versailles, le débat sur les plus-values a repris au Parlement. Mais ce n'est plus la foire aux amendements des précédentes séances, la taxation des plus-values ne suscite guère la passion des députés.

On a eu hier la confirmation que l'acharnement de l'UDR à vider le projet de Fourcade de son contenu ne visait pas tant cette loi qu'à montrer sa

force afin d'obtenir des garanties sur d'autres points plus importants. Labbé l'a proclamé on ne peut plus clairement : «Rien ne peut se faire sans nous. Nous pouvons bloquer le système. Nous avons une arme de dissuasion, nous pouvons presser sur le bouton...»

Suite page 3



Plus d'herbages ! Le bétail broute des champs de blé...

lisateurs : baisse de puissance des moteurs électriques (machines à laver), baisse de luminosité des téléviseurs, et surtout des lampes électriques tout particulièrement en bout de ligne, à la campagne notamment. Dans beaucoup de familles, où l'on s'éclairait déjà «juste», on devra acheter des ampoules plus fortes, et par conséquent payer plus cher. D'autre part, les coupures de courant ne sont pas exclues, malgré cela.

Mais c'est surtout l'aspect «psychologique» donné à une telle mesure qui attire l'attention : «la sécheresse est un fléau national, une fatalité qui doit entraîner une solidarité internationale», entend-on à la radio. Ce sera bientôt l'union sacrée contre la sécheresse. Du coup, sont passés sous si-

male. Du coup, on oublie que ce sont les petits paysans qui sont frappés de plein fouet, alors que les gros peuvent «voir venir», alors que les trusts agro-alimentaires s'enrichissent de leur ruine. Ou plutôt, on croit faire oublier. Car dans les campagnes, sécheresse veut dire révolte.

LES RAISONS DONNÉES PAR EDF

La sécheresse aurait causé une baisse des chutes d'eau aurait diminué de 20 % la production hydro-électrique. En réduisant de 5 % la tension, EDF espère diminuer de 1 % la consommation pour tenir jusqu'en juillet, où, habituellement la consommation baisse. Chiffres et données invérifiables, en raison de la loi du secret qui régit à EDF.

Liban Les Syriens poursuivent l'agression MANIFESTATION HIER À PARIS

«PALESTINE, LIBAN, UNE SEULE VOIE :
LA RÉSISTANCE»

Hier soir, à Paris, plusieurs milliers de manifestants sont venus crier «Hors du Liban, les troupes syriennes», «Liban, Palestine, une seule voie, la résistance». D'oberkampf à Gambetta, le cortège s'est renforcé de nombreux travailleurs français et immigrés, ils affirmaient leur soutien total à l'OLP, leur refus de tous les complots contre le peuple palestinien et les patriotes libanais, leur refus de toute tentative d'intervention de l'impérialisme français au Liban. C'est aux cris de «Palestine vaincra» que les manifestants se dispersèrent, pleins de l'enthousiasme de cette certitude.

Voir page 7



**TIMOR-EST (Pacifique) : ENTRETIEN
AVEC RAMOS HORTA,
secrétaire général du FRETILIN**

**TRÉFIMÉTAUX (Loire-Atlantique)
12 femmes devant
le tribunal**

**COUPABLES DE
SOLIDARITÉ AVEC LEUR
MARI GRÉVISTE**

Voir page 4



TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

A PROPOS DE L'EUROPE

«Le projet de programme, dit le PCRml, combat les tentatives de construction d'une Europe supra-nationale pour autant qu'elles placent l'Europe sous la domination d'une super-puissance, pour autant qu'elles visent à constituer une Europe sur le modèle politique des régimes les plus répressifs et les plus réactionnaires». Il nous semble que c'est une for-

mulation nouvelle par rapport au programme et au rapport politique adopté lors du congrès constitutif. Si oui, quelle évolution y a-t-il eu dans la construction européenne qui permet de dégager ces deux tendances et quelle conséquence a-t-elle sur la position du Parti vis-à-vis de l'Europe ?

Cellule 18^e - Paris

Parce qu'elle fait apparaître des contradictions inter-impérialistes, la question de l'Europe est souvent posée en terme de choix que le prolétariat aurait à faire entre différentes politiques bourgeoises. C'est oublier que sur ce point comme sur tous, le prolétariat a à définir et à appliquer sa propre politique, conforme en tous points à ses intérêts.

Il ne peut y avoir vis-à-vis de la construction européenne, une attitude purement «sensitive» de «tout ou rien» des révolutionnaires. Adopter le «tout» de la politique bourgeoise de la construction européenne, c'est se condamner à une politique chauvine.

Ne pas tenir compte d'une certaine velléité d'indépendance des puissances européennes, c'est nier les rapports d'opposition et de soumission, caractérisant les rapports des puissances du second monde avec les super-puissances et donc le double aspect de leur politique. C'est limiter ses tâches politiques sans tenir compte du rapport de forces ni des contradictions qui existent à l'échelle mondiale.

La classe ouvrière en France du temps du gaullisme n'a pas hésité à tenir compte des mesures de l'impérialisme français caractérisées par une

certaine indépendance vis-à-vis des USA : elle était par exemple favorable aux retraits des troupes américaines du territoire car de son point de vue, cette mesure allait dans le sens de ses intérêts.

Peut-on dire pour autant, que les travailleurs ont soutenu «en bloc», la politique gaulliste ? Evidemment non, dans le même temps, l'impérialisme français développait une politique néo-coloniale qui visait à asservir, ou à conserver sa domination sur de nombreux peuples du monde, tandis qu'en France, la reconstruction d'un potentiel économique concurrentiel s'accompagnait d'un élargissement de l'exploitation de la classe ouvrière

Aujourd'hui, être favorable à tout ce qui peut affaiblir la domination des deux super-puissances ne doit pas aboutir à ligotter les luttes de la classe ouvrière contre ses exploiters directs.

Par quelle évolution s'est caractérisée la construction européenne depuis deux ans ?

Notre programme établi lors du congrès constitutif tenait compte des deux voies qui s'opposaient dans la construction de l'Europe : une Europe sous la domination de l'une ou l'autre super-puissance ou une Europe indépendante. Il précisait comment en aucun cas les forces de la révolution n'avaient à s'aligner sur les positions bourgeoises sur la question européenne qui visaient toutes en dernier lieu à étendre l'oppression de la classe ouvrière et des masses populaires.

Depuis deux ans, on ne peut pas dire que la construction européenne ait pris le chemin du développement d'une puissance indépendante capable de s'opposer avec conséquence aux pressions des deux super-puissances. On est ainsi loin du vieux rêve gaulliste de la «3^e super-puissance» capable de rivaliser avec les deux autres sur tous les plans.

L'Europe pompidolienne qui aurait vu s'affirmer le leadership de l'impérialisme français sur la construction européenne, n'est même plus crédible. Et alors que Giscard au début de son septennat revendiquait une place de co-leader avec «son ami» Schmidt, le voilà soumis aux vexations les plus nettes dans la dernière période de son trop puissant «collègue» allemand. En fait, directement autant que par l'intermédiaire de Bonn, les USA exercent de plus en plus nettement leur diktat sur l'orientation européenne.

Parallèlement aux pressions accrues du social-impérialisme sur l'Europe, la super-puissance américaine a dans la dernière période renforcé les liens de domination qu'elle exerce sur les «Neuf». Bien qu'elles aient des objectifs qui leur soient propres et qui les mettent sur certains points dans une situation de rivalité avec les USA (cf la concurrence sur les

grands marchés économiques : centrales nucléaires, armements, d'autre part une certaine politique autonome dans leurs rapports vis-à-vis des pays du Tiers-Monde), les bourgeoisies européennes, sur les éléments essentiels de leur politique économique, militaire, monétaire etc..., se sont pliées aux exigences américaines.

Voilà le premier point caractéristique de l'évolution européenne depuis deux ans. Le prolétariat ne peut rien y voir de positif. Tout au contraire, cela nécessite de sa part, une plus grande vigilance vis-à-vis des deux super-puissances et la conscience plus nette de l'incapacité de la bourgeoisie dans son ensemble, à garantir l'indépendance de la France

contre toute agression.

Le second trait caractéristique de l'évolution européenne que souligne le programme, c'est la tendance qui « vise à constituer une Europe sur le modèle politique des régimes les plus répressifs et les plus réactionnaires ». Au tout premier plan de ces modèles, s'impose le régime allemand. En ce sens, la prédominance de l'impérialisme allemand ne s'exerce pas uniquement sous l'angle

des pressions qu'il peut exercer pour maintenir l'Europe sous la domination américaine. Son poids grandissant en Europe s'accompagne aussi de la tendance de plus en plus nette du gouvernement de Bonn à vanter le «consensus social» qu'il a su établir, à le présenter aux autres bourgeoisies affaiblies comme «un exemple à suivre». Il a au demeurant, reçu un écho tout à fait favorable, notamment de Giscard d'Estaing qui n'a pas manqué ces derniers temps, de déclarer son admiration pour le système allemand. Ainsi, comme nous l'écrivait un lecteur pour la Tribune du 11^e Congrès (J.M.J. Paris) : «il faut noter qu'on est en face aujourd'hui d'une Europe de la répression qui doit être rigoureusement combattue... en mettant l'accent sur l'accord des différentes bourgeoisies à constituer une Europe répressive, avec entre autres, une collaboration étroite et très active des polices contre les révolutionnaires ; RFA, France, Espagne, Italie, Portugal notamment».

Voilà me semble-t-il les réalités essentielles de la construction européenne, celle dont nous devons avant tout tenir compte pour préciser notre programme. Seules ponctuellement certaines mesures, comme par exemple celles de la coopération entre les pays des «Neuf» et ceux du Tiers-Monde, peuvent contribuer à l'affaiblissement des deux super-puissances et donc être favorables et méritent d'être relevées comme telles par les forces révolutionnaires.

R.D.

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquies de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

**POUR VOUS PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port**



ABONNEMENTS :

NOM
ADRESSE
PROFESSION

1 an : 300 F
6 mois 150 F
3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924-Paris Cedex 19

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
DANS LE
MÊME KIOSQUE**

POLITIQUE

les prétentions de Labbé

BLOQUER LE SYSTÈME

Suite de la une

Et dans «France-Soir», le président du groupe parlementaire UDR expliquait qu'ayant obtenu ce qu'il demandait, «Jacques Chirac lui paraît plus vif et plus fort que jamais». Le groupe UDR cesserait de bloquer le débat sur les plus-values.

Guéna, le même jour, avançait l'hypothèse d'un remaniement ministériel renforçant la position de Chirac. L'UDR estime donc avoir remporté un succès

et claironne, cependant que les rumeurs de remaniement ministériels pour juillet persistent, et qu'une liste de victimes sur laquelle figure en bonne place Fourcade, s'établit dans les couloirs.

Peut-on cependant conclure à une victoire de l'UDR ? Il ne semble pas. Si sur la composition de l'équipe gouvernementale, sur la confirmation du rôle de Chirac comme coor-

donnateur, des assurances lui ont été données, sur d'autres points : défense nationale, par exemple, ce sont les orientations giscardiennes qui prévalent. L'UDR n'a marqué des points que dans la mesure où elle a cédé sur d'autres points où elle s'est ralliée de gré ou de force à la politique giscardienne.

Au cours de ces derniers jours, la coalition gouver-

nementale a très largement étalé ses contradictions, et le gouvernement ses hésitations.

Face aux luttes des travailleurs, à leur prise de conscience de la véritable nature de ce régime, le pouvoir s'empêtrant dans ses contradictions, montre ainsi son incapacité à offrir un modèle politique capable de faire illusion auprès d'une fraction des masses.

59^e Congrès des maires de France

LA GROGNE MUNICIPALE

A neuf mois des élections municipales, s'ouvre, à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 59^e Congrès des maires de France. Cette réunion est traditionnellement présentée comme une assemblée de gestionnaires soucieux d'administrer le mieux possible leurs cités. Pourtant, cette année, le Congrès s'ouvre dans des conditions différentes. Depuis plusieurs jours déjà, une véritable course aux mandats a lieu entre majorité et opposition, auprès des maires qui n'ont pu se déplacer à Paris. Si dans l'ensemble, les trente-six mille maires paraissent unanimes pour dénoncer «l'indifférence manifeste de l'État qui écrase les communes de charges supplémentaires et les étouffe sur le plan financier». Un certain nombre de maires menacent de déclarer leurs communes en faillite. «Si d'ici au 15 juin, les mesures indispensables ne sont pas prises par les pouvoirs publics, nous déclarerons éventuellement la grève administrative ou le refus de voter les budgets».

mécontentement chez leurs administrés, dû à l'augmentation des impôts et des charges diverses, conséquences directes de la politique de vie, chère à la bourgeoisie, politique à laquelle ils collaborent. Devant ce mécontentement, les maires se retournent contre l'État qui, en faisant payer une TVA aux municipalités, accroît encore la pression fiscale sur les travailleurs. Mais c'est au niveau du type de dénonciation que les maires se divisent. Pour les maires de «gauche», la «solution, c'est le programme commun»; les autres refusent de lier leurs protestations à un changement de gouvernement. Avec l'approche des municipales, le renforcement de la compétition électorale entre la majorité et l'Union de la Gauche, c'est l'unité même de l'association des maires de France qui est menacée. La scission du mouvement, amorcée le 29 avril à Versailles, lors de la «journée d'action des maires», risque de devenir définitive, signe supplémentaire de l'aiguïssement de la crise politique dans le domaine de la politique municipale de la bourgeoisie.

L'attitude des maires s'explique par la montée du



Interview de Giscard à l'«Observer»

GISCARD DONNE DES GAGES AUX GOUVERNEMENTS EUROPÉENS

L'hebdomadaire britannique «The Observer» a interviewé Giscard, une semaine avant sa visite officielle en Angleterre. A cette occasion, Giscard a évoqué la politique de la France par rapport à l'Europe et les problèmes qui en découlent.

Pour Giscard le PCF est sur le déclin «La principale caractéristique c'est que l'audience électorale du Parti communiste français, va diminuer et, comme il est déjà dans la zone des 17-20 %, s'il diminue de quelques points, il deviendra un parti beaucoup moins significatif». L'influence électorale et l'au-

dience du PCF en France posent problème aux gouvernements européens, dans la perspective d'une intégration politique européenne plus poussée. Giscard tente donc de rassurer ses partenaires sur ce point en minimisant le PCF, et en laissant entrevoir la possibilité d'une alliance avec le PS,

détaché du PCF, ce qui ne peut que plaire aux gouvernements sociaux démocrates de RFA et d'Angleterre. Mais ceci ne correspond pas tellement à la réalité. S'il est vrai que le PCF recule électoralement, il garde encore de l'influence auprès des travailleurs.

La position de Giscard dans une Europe politique sera d'autant plus forte qu'il aura réussi à diminuer le poids du PCF. Outre cette capacité à limiter l'influence du PCF, c'est le degré de rupture par rapport au gaullisme et à sa politique extérieure qui intéresse les gouvernements européens. Sur ce plan également Giscard s'est efforcé de donner des gages à ses partenaires. Il confirme qu'il entend : «pousser au maximum l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel». Point qui le démarque nettement de la politique gaulliste. Et il adresse en passant plusieurs critiques à peine voilées à De Gaulle qui a gouverné à partir d'une «exaltation du sentiment national» et qui en politique étrangère recherchait «La gloire» alors que lui Giscard se contente du «rayonnement» qui correspond mieux aux réalités de la France qui n'est plus au «Premier rang des puissances mondiales».

Cet interview à l'«Observer» ne fait donc que confirmer ses précédentes déclarations. Au delà de cette volonté de rompre avec le gaullisme, de

diminuer l'influence du PCF, se profile autre chose que des règlements de compte avec des partis bourgeois. Ce que confirme l'orientation vers l'Europe politique, c'est un abandon progressif de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Allemagne et des USA. D'autre part quand Giscard annonce son intention de saper les bases du PCF, c'est plus profondément la volonté de s'attaquer à la combativité de la classe ouvrière de notre pays et de l'enserrer dans un système semblable à celui qui règne en RFA. Et pour cela Giscard compte bien sur l'aide des autres gouvernements européens.

Il est clair que l'abandon de l'indépendance nationale au sein d'une Europe intégrée va de pair avec une répression accrue des masses. C'est pourquoi nous devons nous opposer à la construction de cette Europe là.

S.L.

UN BON FILON

Sous la mention «Le Figaro au service des lycéens», on peut lire dans ce journal, la proposition, payante, de correction de brouillons rédigés par une équipe intitulée «SOS Maths». Comment qualifier un tel procédé qui consiste à spéculer sur l'anxiété pour faire fortune ?

en bref... en bref...

ASSURANCES AUTOS

Le système «bonus malus» va être renforcé. Au premier accident, la prime augmentera de 10 %, au deuxième de 40 %, au troisième elle doublera, au quatrième elle triplera. Seul, le point de vue financier importe aux compagnies d'assurances, le caractère corporel ou non des dommages ne rentrent pas du tout en ligne de compte.

● Bernard Chenot, royaliste et pétainiste notoire, vient d'être élu à l'Académie des Sciences morales et politiques. Une injure de plus à la Résistance !

● Les gendarmes retraités réclament un secrétariat d'État à la gendarmerie. A quand une division «volailles» au ministère de l'agriculture pour les éleveurs de poulets ?

DE BOISSIEU POUR LA STRATEGIE DE L'AVANT

Le général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, est parti hier en campagne dans les colonnes du «Figaro» pour justifier la politique giscardienne de défense nationale. L'essentiel de son argumentation consiste à dire qu'il n'y a pas de changement d'orientation dans la politique de défense nationale, que la politique giscardienne est dans le droit fil de la politique gaulliste aussi bien pour le rééquilibrage en faveur de l'armée conventionnelle que pour la stratégie dite «de l'avant» préconisée récemment par le général Méry. C'est donc les gaullistes que cherche à convaincre De Boissieu, ces gaullistes qui avaient mal accepté la diminution des crédits pour l'arme nucléaire et la «stratégie de l'avant».

La stratégie de l'avant se substitue à la riposte, au moyen de la force nucléaire stratégique, à toute attaque militaire quel que soit le degré et la provenance de cette attaque. Une telle stratégie implique le stationnement d'engins nucléaires tactiques (les plutons) en RFA, près de la frontière avec la RDA.

Cette mise au point de De Boissieu est une importante confirmation officielle de cette nouvelle stratégie. Qu'il indique que cela se soit fait notamment sous la pression des Allemands et que cela s'intègre dans un plan de défense européen, discuté par l'OTAN, souligne bien dans quelle voie notre bourgeoisie s'engage.

CHEVENEMENT : L'APPEL DU PIED AUX GAULLISTES ET LE COUP DE PATTE AUX RADICAUX DE GAUCHE

«Si De Gaulle vivait, il ne verrait aucun inconvénient à adopter l'essentiel des dispositions économiques et sociales du programme commun», a déclaré Chevenement leader du CERES. Selon lui «l'Union de la gauche pourrait comporter une troisième composante, représentée par la «bourgeoisie nationale» qui accepte des orientations progressistes, composante que l'on pourrait appeler «gaulliste», Chevenement tente d'expliquer sa position dans une tribune libre du très orthodoxe mensuel gaulliste : «l'Appel» en déniaut aux radicaux de gauche la dimension suffisante pour

représenter la force d'appoint à l'union PS-PC. «Le MRG représente une réalité régionale, ... mais est-ce une réalité nationale ?» écrit-il. Ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions épidermiques chez les radicaux...

Le CERES semble jeter les bases pour une union à plus long terme avec une partie des gaullistes, pour recentrer l'Union de la Gauche sur des positions moins atlantistes et moins européennes. Que certains gaullistes, dans le contexte des contradictions de la majorité, «laissent venir les offres», il n'y a pas de quoi s'étonner.

LUTTES OUVRIÈRES

LA TOUR EIFFEL EN BALLADE

L'an dernier, le 10 juillet 75, pour répondre (à leur manière) aux aspirations des travailleurs à unir leurs luttes, les prolonger au niveau national, les Confédérations CGT et CFDT avaient organisé «foire aux luttes» aux pieds de la Tour Eiffel. Ce jour là les révisionnistes contrai-

gnaient la longue et dure lutte de CHAUSSON à la reprise. Côte à côte certes, mais séparés en fait par l'absence de perspectives unifiantes et de mots d'ordre d'action, les stands ouvriers faisaient masse, en vain. Sous un flot de discours ronflants les confédérés CGT et CFDT

n'avaient rien d'autre à offrir que la satisfaction d'être nombreux pour «dire non au régime du chômage et de la vie chère», se compter et ainsi prétendre «donner un avertissement à Giscard».

Les luttes qui se poursuivirent souvent durant

l'été ne s'en trouvèrent en rien renforcées, encore moins unifiées ! Pourtant, Séguy et Maire sont si fiers de leur illusoire rassemblement du 10 juillet 75 que l'un y trouve la preuve d'un accroissement de la «capacité d'action de masse» (Rapport Maire au 37^e Congrès CFDT) et l'autre, interviewé par Antenne 2, le 2 juin, se demande «où en seraient les travailleurs sans de telles initiatives ?»...

«faire sauter les blocages du pouvoir» sans vraiment construire de rapport de forces se retrouvaient déjà dans la Journée d'Action (si l'on peut dire) du 13 mai, commune alors à la CGT et à la CFDT ; c'était aussi le sens de plusieurs éditoriaux de Michel Roland dans «Syndicalisme-Hebdo».

C'est tellement vrai que la CFDT a eu franchement l'impression de s'être fait «doublée» par ce tour de France des luttes CGT ! Dans un récent Bulletin du Militant la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT rappelle qu'elle avait proposé le 19 mai à son homologue CGT une action unitaire des métallurgistes avec un rassemblement des boîtes en lutte à Lyon. A l'époque «la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT avait refusé, arguant entre autres, du peu d'impact qu'aurait dans l'opinion publique cette initiative de province»... Il faut croire qu'il suffit de franchir la vallée du Giers et passer à Saint-Etienne pour bouleverser l'opinion cégétiste !

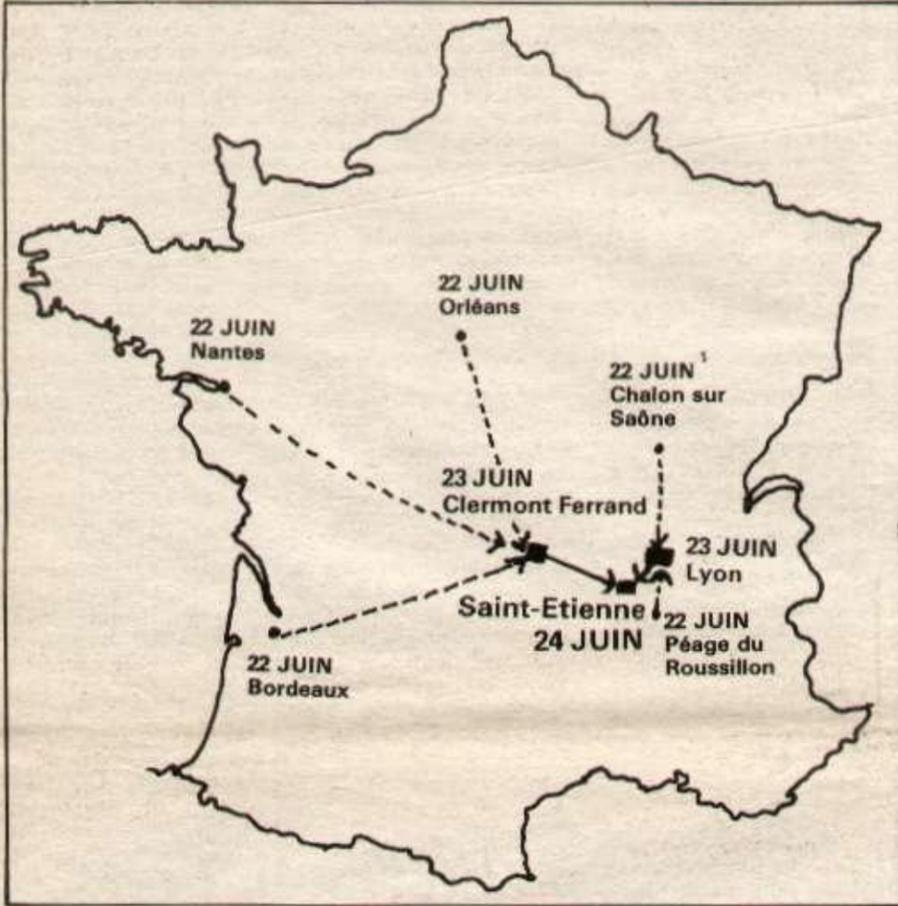
C'est maintenant tout un «Rallye des bradés» qu'on nous propose com-

me «la meilleure réponse qui soit aux rodomontades gouvernementales» (Vie Ouvrière du 16 juin).

... Du 22 juin au 24 juin ce sera l'étalage de la caravane CGT avec, à chaque étape, la perspective d'aller tirer les sonnettes des chambres patronales ; bref, ce qui compte, ce n'est pas un rapport de force construit dans l'action autour des boîtes en lutte (qu'est-ce qui a été fait pour ceux de la Rochelle, par exemple ? Pourquoi la CGT a-t-elle boudé la Journée d'Action de Soutien à B. E. dans le trust Thomson ? Pour ne prendre que ces deux récents exemples) c'est «que le rallye des bradés ne passent pas inaperçus», et que, de la sorte, la CGT occupe le devant la scène. Faute d'action, il y aura de la représentation !

Agir ainsi, c'est comme l'an dernier, tourner le dos à une réelle coordination des efforts des travailleurs contre la crise, à toute unification offensive en un même front ; c'est reproduire aux quatre coins de France l'opération en trompe l'œil de la Tour Eiffel...

Stéphane RAYNAL



OCCUPER LE TERRAIN, OU SEULEMENT... LE DEVANT DE LA SCÈNE ?

«Déboquer la situation» de luttes qui, souvent depuis des mois se heurtent de front à la politique de crise. Dénoncer «le patronat et le gouvernement qui bradent, liquident et licencient», «briser le silence autour des luttes»... voilà les buts assignés aux nouvelles initiatives cégétistes par la direction confédérale.

Mais dira-t-on, pour de tels objectifs, pourquoi un cavalier seul de la CGT ? A priori les prétentions à

Tréfinmétaux (Loire Atlantique)

12 FEMMES DEMAIN DEVANT LE TRIBUNAL DE ST-NAZAIRE

Demain, douze femmes vont comparaître devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire. Ce qui leur est reproché : une soi-disant séquestration du directeur de l'usine Tréfinmétaux de Couëron dans la Loire-Atlantique. Les faits remontent au mois d'avril.

Les 500 travailleurs de Tréfinmétaux étaient alors en grève pour une augmentation de salaires. Pendant six semaines, le patron gardait le silence, refusant d'entendre parler des revendications. Il ne se manifestait que pour envoyer une lettre individuelle à chaque femme de gréviste, leur expliquant «la mauvaise situation de l'entreprise qui ne permettait pas d'augmenter les salaires» et leur demandant de «ramener leurs maris à la raison». Basse manœuvre qui n'eut pas le résultat escompté puisqu'en guise de réponse, une cinquantaine de femmes vinrent le 22 avril affirmer leur soutien aux grévistes et

demandeur des comptes au patron.

La rage au cœur, le patron devait céder. La grève se terminait donc par un succès pour les travailleurs et leurs femmes. Mais, une fois le travail repris, le patron voulut prendre sa revanche. Une première plainte contre X pour séquestration le 22 avril, fut rejetée par le tribunal tant le motif était grossier. Par contre, usant de subtilités, la direction de Tréfinmétaux se porta partie civile et parvint à faire prendre sa plainte en considération. C'est donc bien pour avoir soutenu leurs maris dans leur lutte contre les salaires de misères de

Tréfinmétaux que ces 12 femmes vont être jugées.

LA RIPOSTE S'ORGANISE

La mobilisation bat son plein à St Nazaire et dans toute la région. Depuis plusieurs jours déjà, des caravanes de voitures ont sillonné la Basse-Loire pour mobiliser. Un comité de soutien a été mis sur pieds. Les messages de soutien arrivent de toute la France. Jeudi dernier, une manifestation appelée par la section CGT de la boîte devant l'usine regroupait entre 3 et 400 personnes.

Demain, les ouvriers de Tréfinmétaux ne travailleront pas. Ils seront en grève pour 24 h et se rassembleront dès 11 h devant le palais de justice. A 14 h, c'est aussi l'heure à laquelle est convoqué un grand rassemblement. De toutes les usines, les travailleurs viendront renforcer leurs camarades devant le tribunal. Des milliers de personnes sont attendues, des cars sont prévus pour amener les manifestants.

Les travailleurs de Tréfinmétaux, leurs femmes, toute la classe ouvrière ne laisseront pas passer d'aussi graves atteintes aux libertés démocratiques !

La Rochelle

LE PATRON DE LA SEMAT LOCK-OUT LES TRAVAILLEURS...

VERS UNE REPRISE DE LA LUTTE ?

Après les événements de mardi dernier 8 juin où une faible majorité décidait de la reprise dans les entreprises de la métallurgie, la semaine qui a suivi a été marquée par l'ouverture d'un dialogue entre les travailleurs qui désiraient reprendre le travail et continuer la lutte sous d'autres formes et ceux qui étaient partisans de la grève totale. Chez Alsthom où les travailleurs quotidiennement préconisaient des débrayages, il faut noter que dans les ateliers de production, où la production n'atteint pas 40 %, les métallos engagent de véritables forums sur les perspectives de lutte. D'ailleurs, vendredi matin, c'est 90 % du personnel de chez Alsthom qui décidait d'une manifestation dans les quartiers populaires. Le climat est extrêmement tendu à la SEMAT où les débats ont été vifs toute la semaine dernière entre grévistes et une minorité

de non grévistes. Vendredi 11, devant la volonté des travailleurs de poursuivre la lutte, Colin, le directeur, a décidé le lock-out. Comment vont réagir les travailleurs ?... Un meeting commun doit avoir lieu mercredi ou jeudi, vraisemblablement à la salle des sports, le lieu de rendez-vous habituel des métallos rochelais !

Corr. La Rochelle.

• Les responsables de la Fédération de la Métallurgie CGT ont proposé à leurs compères de la FGM-CFDT de se rencontrer avant la fin du mois de juin, pour, paraît-il, préparer les initiatives d'automne. Une rencontre doit également avoir lieu au niveau confédéral.

Les relations sont tendues entre les deux Confédérations. La CGT prend des initiatives seule, sans consulter la CFDT. Celle-ci proteste et se désolidarise. Comme on le voit, l'unité est en bonne voie avec ces ardents défenseurs du programme commun.

• Paul Dijoud, le secrétaire d'État à l'immigration ne manque pas de culot : il vient d'annoncer l'ouverture prochaine d'une «quinzaine de la fraternité Français-immigrés».

Les loyers exorbitants pour de minuscules chambres, les gérants racistes des foyers Sonacotra, les vexations, les ratonnades par les flics, les expulsions... La voilà la fraternité de Dijoud.

en bref...

• Les 82 ouvriers de l'entreprise Fi-Ouest à Issy-les-Moulineaux sont en grève. Leurs revendications portent essentiellement sur les salaires. Les travailleurs réclament également le treizième mois.

• A l'entreprise CGEA de Montesson (Yvelines), le travail a repris après une semaine de grève. Les travailleurs qui réclamaient 200 F pour tous, les douze premiers jours de maladie payés par le patron, le treizième mois, avaient pris contact avec leurs camarades des dépôts CGEA de

Rungis et Rambouillet. Un préavis de grève générale était lancé lundi dernier. Les travailleurs ont obtenu 4 % en juillet et 4 % en octobre.

en bref...

LUTTES OUVRIÈRES

SEP (Bordeaux) 5 militants «licenciés» et 15 autres menacés SE MÉFIER DES FAUX SOUTIENS ENGAGER LA LUTTE SUR DES BASES CLAIRES

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DE LA SECTION CFDT DE LA SEP

—Le Quotidien du Peuple : Un comité de soutien vient de se créer à l'appel de la section CFDT de la SEP. Quel va être son rôle dans la constitution du rapport de force dont tu parlais ?

—Le travail du Comité va se faire en direction des quartiers populaires, là où sont les travailleurs. Ce soutien populaire, on l'a peu envisagé jusqu'ici, pour une question essentiellement d'implantation géographique. Ici, on est loin des quartiers populaires. Le village sur lequel la boîte est implantée (Blankford) s'urbanise très vite mais c'est une urbanisation différente de celle qu'on voit dans la région parisienne, il n'y a pas de quartier. Disons qu'il faut étendre le travail dans les grosses concentrations de travailleurs par exemple à la cité du Grand Parc, où il y a 20 000 habitants. Le comité de soutien doit axer son travail dans cette direction, en vue d'organiser des meetings et des galas de solidarité active. Nous envisageons d'autre part de forcer la CGT à nous accepter au rassemblement de Saint-Étienne.

LE SOUTIEN NE DOIT PAS SE FAIRE SUR N'IMPORTE QUELLE BASE

—QdP : Certains disent que le Comité de soutien ne pourra commencer son travail que s'il a le soutien de l'UD-CFDT et aussi de la direction CGT, sous peine d'aller vers un processus de minorisation. Qu'en penses-tu ?

—Voilà un point essentiel. Nous pensons que le Comité de soutien doit être sous la direction unique des travailleurs de la SEP. Nous ne voulons pas d'un cartel d'organisations qui est inefficace. Que des sections syndicales, les UD nous soutiennent, c'est une très bonne chose. Mais pas sur n'importe quelle base.

Tirons le bilan déjà dans un premier temps, quand nous avons envisagé de faire une manifestation de rue, le 3 juin, initialement, c'était les syndicats des métaux CGT et CFDT qui devaient appeler, puis finalement, la direction CGT nous a dit : «Vous n'avez qu'à appeler vous-

mêmes et nous soutenons». Nous nous sommes retrouvés à quatre cents. Manifestement, la direction de la CGT n'avait pas fait le travail puisqu'il n'y avait, y compris leurs militants de la SEP, que six ou sept gars de la CGT !

Prenez la première lutte, la direction CGT a essayé de nous embarquer en disant : «Ce n'est pas suffisant de se battre pour un gars licencié, il faut rajouter le problème des classifications, des salaires». Les travailleurs ont clairement réagi : «Nous ne voulons pas en entendre parler ! Si on noie le problème de la répression, on va à la défaite !» Donc, il faut se battre sur des bases claires.

Donc, le meilleur moyen d'obliger la direction CGT à nous soutenir, c'est de mener la bagarre en son sein. Déjà des militants CGT sont venus à la première réunion du Comité de soutien. Leur travail, en tant que membres du Comité de soutien, doit être de faire connaître largement notre lutte au niveau des structures de leurs syndicats, dans les boîtes.

IL Y EN A QUI VEULENT NOUS FAIRE AVALER LA POLITIQUE DE LA FEDERATION DES METAUX CFDT

—Quant à l'UD-CFDT, il faut voir que notre section est dans ce qu'on appelle l'opposition syndicale, opposition qui est combattue par l'appareil de la CFDT. Depuis le début de la lutte, il y a des gens dans l'appareil qui disent : «Les gauchos, qu'ils se débrouillent». Sur le plan de l'Aquitaine, il y a un permanent qui a été nommé par la Fédération. Nous pensions qu'il venait nous aider. Mais ce n'est pas le cas. La Fédération impose sa ligne. Là aussi, quand certains prétendent : «Il faut absolument que l'UD nous soutienne», nous leur répondons : «On fera la remarque. C'est tout. S'ils ne veulent pas...»

—QdP : Comment percevez-vous d'une part cette division syndicale, d'autre part, le peu de soutien qu'apportent les directions syndicales ?

—Il y a les partis de gauche derrière, dans les directions. A partir du moment où ces organisations développent la théorie : «Il faut attendre 78 pour que ça change, car là, le patronat sera plus gentil», ceci peut entraîner de la passivité chez les travailleurs si ce n'est pas combattu. Mettre en place un rapport de force susceptible de contrecarrer la politique répressive, c'est aller vers la possibilité de grève générale. Ceci va à l'encontre du «rassemblement du peuple de France», comme ils disent. Ça n'aurait pas le même débouché politique !

SE MÉFIER DU FAUX SOUTIEN DE LA GAUCHE

—Apparemment, et c'est ce qui peut tromper le monde en définitive : ils semblent nous soutenir.

C'est-à-dire qu'ils font de gros discours, de nombreuses affiches, ils disent «Nous soutenons les travailleurs, nous les engageons à mener des luttes», seulement, tu vois bien

que partout où il y a des luttes et où se trouve le PCF dans la CGT et aussi le PS, la lutte va jusqu'à un certain niveau, après quoi ils cassent la lutte en disant : «Vous voyez, on ne peut arriver à gagner aujourd'hui, avec le gouvernement qu'on a ; il vaut mieux attendre un petit peu car il n'y a pas de pouvoir susceptible de favoriser les relais au niveau des revendications». C'est ce qui se passe dans la région. Donc il faut bien voir ça dans la bataille que nous engageons.

—QdP : En quoi a consisté l'activité du P.C.F. dans votre lutte ? Comment est-elle vue par les travailleurs ?

—Pendant la première lutte, le PCF venait fréquemment distribuer des tracts. Ils se sont fait rejeter. Un matin, ils sont venus à l'heure de l'assemblée générale : le PC a distribué un papier. Un gars a pris la parole sans que personne ne lui ait rien demandé ; quelques jours avant, nous avions expliqué à ce type que nous ne voulions pas d'ingérence.

Il avait dit : «Mais bien sûr, camarades !» Toujours est-il qu'il n'a pas fini son intervention. Les travailleurs sont rentrés dans l'usine.

—QdP : Sur quelle base s'est fait ce rejet ?

—Certains ont pris prétexte de cette ingérence pour faire valoir leurs conceptions apolitiques. Mais c'est vraiment le PCF en tant que tel qui était rejeté par une partie des gars, sur la base de l'expérience qu'ils ont eu : depuis que la section CGT s'est implantée, le PCF faisait tous les jours le forcing, il proposait l'adhésion, il essayait de vendre des cartes. Mais le soutien...

LE P.C.F. :
SACHEZ MONSIEUR
QUE SI UN JOUR IL Y A
UN GOUVERNEMENT
DE GAUCHE, IL Y AURA
AUSSI DES GENS
EN PRISON

—D'ailleurs sur l'attitude du PCF face à la répression, nous avons une chose à dire. C'était pour l'affaire des comités de soldats. Moi, j'étais à une inter-syndicale, au niveau de l'UD à Bordeaux. Il y avait des dirigeants du PCF et du PS. Nous leur avons dit que nous étions au tribunal, etc... Nous avons eu une réponse : «Moi, monsieur, si un jour je suis responsable d'un gouvernement de gauche, et bien il y a des gens aussi qui iront en prison, car il y a des choses inadmissibles», et il ne parlait pas seulement des comités de soldats... Voilà le dernier point sur lequel il faut insister dans le combat que nous engageons.

SICCNa (St Malo)

DÉJÀ UN AN POUR L'EMPLOI !

Depuis le 12 juin 1975, 350 employés des chantiers navals de la S.I.C.C. Na. De St Malo luttent pour le maintien de leur emploi, contre la fermeture des chantiers après le dépôt de bilan. Pendant plus d'un an de combat avec l'occupation du thonier «le Magellan», l'unité entre les employés des chantiers et des bureaux s'est réalisée, ainsi qu'avec la population au cours d'opérations «portes-ouvertes». L'espoir est né dans la lutte : «Si le 12 juin 1975 quand nous sommes montés pour la première fois à bord, on nous avait dit que

nous y serions un an plus tard, beaucoup auraient renoncé.»

Mais maintenant les ouvriers peuvent-ils attendre les propositions du pouvoir qui promet une reprise par la Société des Ateliers et Chantiers du Havre, mais en retard de l'application ? Les deux syndicats (remplacés depuis par un seul) qui avaient été nommés ont fait trainer l'affaire ce qui avait pour but de démobiler.

Dans le même temps, Cavaillé, secrétaire d'Etat aux

transports désireux d'en finir avec cette affaire, disait : «Messieurs, mettez-vous d'accord, sinon l'Etat pourrait remettre en question son aide». En finir pour lui, cela veut dire : licenciements et chômage sans plus tarder !

De ces propositions les ouvriers ne peuvent rien attendre. La seule solution pour garder l'emploi, c'est de reprendre l'offensive, de s'engager dans la coordination avec les autres entreprises en lutte, car leur combat contre la politique de crise du pouvoir n'est pas isolé...

En finir pour eux, c'est refuser les restructurations et le chômage : «Nous venons de souffler la première bougie. Nous espérons bien que nous n'aurons pas à souffler la seconde», disaient-ils en partageant le gâteau anniversaire de leur première année de lutte.

POURQUOI DES LUTTES DANS LES CRÈCHES ?

Dans la banlieue Nord de Paris (92 et 93), de nouveau les éducateurs de jeunes enfants (E.J.E.), salariés et élèves, sont en lutte avec des parents pour dénoncer la circulaire Veil du 16/12/75 qui vise à remettre en cause un acquis social des travailleurs : les crèches collectives.

Pour les pouvoirs publics, la construction de ces crèches et les charges de fonctionnement sont un investissement non rentable. La participation familiale va être mensualisée, c'est-à-dire qu'il faudra payer les jours d'absence de l'enfant, ceci pour rentabiliser l'établissement qui fonctionne comme une garderie, avec un maximum d'enfants et un minimum de personnel. La directrice se voit attribuer le pouvoir hiérarchique sur l'organisation de la crèche et sur la formation en éducation sanitaire du personnel et des parents. Les

pouvoirs publics développent les crèches familiales, où l'on fait appel au bénévolat, où l'on perpétue la conception bourgeoise de la femme au foyer, coupée de la vie sociale, économique et politique, sans lui assurer de formation.

Dans les crèches, on conseille aux directrices de prendre en E.S.E. (deux ans de formation) pour contrôler le travail de personnes non formées et donc sous-payées.

Des crèches en nombre suffisant, droit social des travailleurs !

Droit de contrôle des parents sur le fonctionnement des crèches !

Unité du personnel de crèche et des parents pour l'aboutissement des revendications et l'échec de la circulaire Veil !

«LA CELLULOSE DU PIN» (Strasbourg) GREVE CONTRE LE LICENCIEMENT D'UNE DELEGUEE C.G.T.

Les travailleurs de l'usine de la Cellulose du pin se sont mis en grève hier contre le licenciement d'une déléguée CGT. Avec ceux de Bourgogne-Electronique, de la SEP de Bordeaux, les ouvriers de la cellulose engagent la lutte contre la répression.

RÉVOLTANT

Neuf ouvriers marocains ont été découverts par les douaniers au Perthuis, enfermés dans la citerne d'un camion qui leur faisait passer la frontière clandestinement pour la somme de 700 F, plus 200 F de passeport !

Un directeur condamné pour licenciement abusif

Le directeur du personnel de la Société Industrielle des Viandes et Produits Alimentaires à Montreuil-Bellay (Maine et Loire) a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 7 000 F d'amende pour licenciement abusif de deux candidats à l'élection des délégués du personnel. En outre, il doit verser 1 000 F de dommages et intérêts à l'UD-CGT... Par contre, le PDG de l'entreprise n'a pas été inquiété, se réfugiant derrière une délégation générale au directeur du personnel. Pourtant, il ne délègue pas ses pouvoirs lorsqu'il s'agit de réaliser des profits !

La manœuvre du patron était claire : en licenciant les candidats CGT avant les élections, il voulait tuer dans l'œuf toute possibilité d'action. Mais son plan a été déjoué et la réussite de ces travailleurs peut être un encouragement pour Bourgogne-Electronique ou la SEP à Bordeaux, où le droit syndical est aussi attaqué.

POLITIQUE

5 ANS DE PRISON REQUIS CONTRE SIMEONI

Suite de la une

Le ton est si mielleux qu'on s'attend presque à voir ce magistrat prendre fait et cause pour l'autonomie «dans le cadre de la légalité». Pâle démagogie, qui a fait gronder toute la salle lorsqu'elle a entendu «qu'il fallait quand même reconnaître les réalisations du gouvernement, comme la continuité territoriale». Démagogie qui aboutit à la «raison d'État»: «face à un gouvernement qui ne voulait pas céder, vous deviez vous rendre!»

UN CERTAIN RECUL

Les peines requises sont très en retrait par rapport aux charges retenues (la peine de mort est prévue pour la «constitution de bande armée en vue de s'insurger contre l'autorité de l'État»). Trois semaines de témoignages accablants, des années de lutte, un intense mouvement de solidarité ont contraint l'accusation, c'est-à-dire le gouvernement - car pourquoi l'avo-

cat général aurait-il pris une heure à justifier toutes les décisions gouvernementales - à la défensive. En même temps, en qualifiant la revendication autonomiste de «légitime», en parlant à plusieurs reprises de «la stature politique de l'éminent docteur Simeoni», elle espère endormir les luttes, faire oublier la répression, ramener un homme, reconnu

LES PEINES REQUISES

- *Andréani, Tiratoni, Fiesci, Peraldi, Paoli, loi anti-casseur*: un an avec sursis.

- *Sicurani et Susini, loi anti-casseur et participation à bande armée*: deux ans avec sursis.

- *Lorenzoni (en fuite), mêmes charges, quatre ans ferme.*

- *Simeoni*: prise de commandement de bande armée, prise d'otages, loi anti-casseur: cinq ans de réclusion criminelle politique.

comme un leader populaire, dans la voie de la politique bourgeoise.

C'est la libération immédiate de tous les inculpés, la levée des inculpations qu'il faut obtenir!

PONIATOWSKI SE RÈCUSE

Au lendemain d'Aleria, Poniatowski tonnait et parlait de «la folie criminelle insupportable de ceux qui veulent porter atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité du territoire». On est bien loin de ces propos, dans sa réponse écrite: «Les proclamations violentes au Congrès de l'ARC laissaient assez peu de doutes quant aux intentions des dirigeants de l'ARC de s'engager dans la voie de la violence...» L'accusation est singulièrement réduite. Quant à l'ampleur des moyens policiers mis en œuvre, le ministre l'estime «normale». Les déploiements auxquels on

a assisté pour l'arrestation du viticultrice Teisseyre montrent qu'il s'agit effectivement d'une nouvelle «normalité», celle à laquelle la bourgeoisie veut nous habituer. Enfin, sur la direction des opérations, Poniatowski fait tout porter sur ses représentants locaux. Or, vendredi, un témoin, M. Leca, affirmait avoir entendu le sous-préfet Guérin dire à quelques minutes de la charge de CRS: «Attendez, M. le ministre, ne donnez pas l'assaut, il y a une chance d'éviter les coups de feu». Mais un ministre ne cache jamais la vérité, c'est bien connu...

en bref... en bref... en bref...

HANDICAPÉS : DÉCRETS APPLIQUÉS... EN 78

René Lenoir, Secrétaire d'État chargé de l'Action Sociale, a précisé que d'ici à la fin 77, tous les décrets de la loi d'orientation de juin 75 concernant les handicapés seront publiés pour pouvoir être appliqués début 78.

En ce qui concerne les jeunes handicapés adultes qui ne bénéficient pas de couverture sociale (ils ne peuvent plus être couverts par leur parents et n'ont pas encore droit à l'allocation

pour adultes handicapés), Lenoir s'est contenté de dire qu'il s'était adressé à Dura-four pour «accélérer les choses».

Faisent enfin dans la démagogie bon marché, il a demandé à la télévision d'informer la population sur «le quotidien» des handicapés et rappelé à l'attention des architectes la nécessité de construire une ville «commode» pour les handicapés!

● *Un Conseil restreint sur l'Éducation s'est tenu hier à l'Élysée. Il a été annoncé des mesures d'allègements des programmes des classes de 5^e et de 6^e.*

● *La France n'est pas la troisième puissance nucléaire, c'est l'Angleterre, d'après certains experts occidentaux. L'Angleterre tirerait sa supériorité des fusées nucléaires à bord des sous-marins. La publication de cette «information» survient à une semaine du voyage de Giscard en Angleterre, un hasard?*

Communiqué du Comité de soutien à Roux et Colombis

Roux et Colombis ont été condamnés à dix-huit et vingt-quatre mois de prison pour s'être défendus dans une attaque fasciste. Le Comité vous demande de venir nombreux au procès d'appel ou sinon de venir à ses réunions, tous les mardi soir, à 20 H: Bureau Ageca, 177, rue de Charonne - 75011 - Paris - M^o Alexandre Dumas.

Ils ont besoin de tout le monde: par des photos, des documents prouvant que la répression, le fascisme, la police et la justice ne forment plus qu'un bloc à l'heure actuelle.

Toute aide doit être envoyée: 9 rue Bréguet - 75011 - Paris.

ESPAGNE: D'Ornato, ministre de l'Industrie, est en visite à Madrid; il veut vendre le procédé de télévision SECAM, deux Airbus, des hélicoptères. Le travail particulier de ce comte est de transformer en commandes l'appui politique renouvelé du gouvernement français au fascisme de Juan Carlos.

Congrès HLM

SON BUT : DÉSARMER LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CONTRE L'ACTUELLE POLITIQUE DU LOGEMENT

Le Congrès HLM s'est terminé à Nice en présence du secrétaire d'État au Logement, Jacques Barrot, qui n'a apporté aucune précision nouvelle sur la politique gouvernementale du logement. En définitive, ce congrès n'aura pas amené d'éléments nouveaux sur l'orientation des HLM, si ce n'est la confirmation par Galley de l'intervention des HLM dans la «réhabilitation» du logement ancien, c'est-à-dire la réparation et la modernisation des immeubles vétustes et d'autre part l'accent mis sur la participation des représentants d'organisations de locataires au conseil d'administration des organismes d'HLM comme le préconisait le rapport Delmon, dans le but évident de désamorcer la vague montante des luttes des travailleurs contre l'actuelle politique du logement et ses conséquences.

Quand on rentre dans le hall du Palais des Expositions où se tenait le congrès des HLM, que voit-on?

Tout d'abord des hôtes qui, avec le programme, distribuent des prospectus invitant à un «Monte-Carlo by night» ou à «una serenada nisada», etc... Ainsi, nos congressistes pourront se changer les idées après les rudes visites en autocars, organisées tous les jours dans les cités HLM de la localité.

Dans le programme également des réunions-débat:

- «Énergie et Habitat», animée par J.M. Cavada, rédacteur en chef à Antenne 2 avec M. Colli, M. «Énergies nouvelles». Le parc des logements HLM constituant un excellent tremplin pour les capitaux prêts à investir dans ce

nouveau secteur de l'industrie, c'est-à-dire d'expérimenter sur «le logement social» et mettre au point les techniques, puis, comme cela s'est fait avec l'énergie nucléaire, de passer le relais aux capitaux privés.

Également présents, trois représentants d'entreprises nationalisées GDF, EDF, Elf, ces marchands de soupe s'entre-déchaient avec diplomatie (par les mots) pour s'arracher des marchés. Ainsi, M. Boiteux, directeur général EDF, vantait les bienfaits de l'énergie nucléaire «concurrentielle au niveau des prix, propre et sans danger», aucune réaction dans la salle, alors qu'un médecin du travail avait déclaré dans le rapport annuel du comité d'hygiène et de sécurité «L'augmentation des accidents de contamination



(pour les travailleurs) en 1974 doit être soulignée et considérée comme une alerte en 1975».

- «Problèmes sociaux et Relations avec les usagers». Dans ce débat, l'accent est mis sur la situation économique actuelle qui, d'une part, rend encore plus difficile la vocation sociale des HLM et, d'autre part, pose plus crûment le problème des impayés. «même des techniciens et des cadres ne peuvent pas payer», déclarait M. Massu sous sa double casquette d'administrateur d'un organisme HLM et de président de

l'association de locataires CNL, proche du PC.

Des propositions sont faites: développer le rôle des assistantes sociales, mise en tutelle des familles pour gérer leur budget, etc... des mesures que ces messieurs présentent comme «une aide», «développer la prévention plutôt que la répression», c'est-à-dire se donner des outils pour mieux gérer la pénurie, ainsi, la création «d'observatoires locaux de données socio-économiques», c'est-à-dire associer les habitants à cette gestion «pour écarter les confusions, les malenten-

due dont la disparition est nécessaire», c'est-à-dire améliorer les échanges d'informations «pour justifier clairement et complètement aux locataires les sommes qu'ils ont à payer pour les charges et prestations», etc...

En somme, tout faire pour prévenir les luttes des locataires qui se développent (grève des loyers, etc...) sauf répondre à leurs revendications.

Ce qui fut confirmé dans un autre débat «Droit des citoyens - Droit des habitants», présidé par M. Delmon, président des

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, président du rapport «la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie». Débat très partagé quant à la participation des représentants de locataires au Conseil d'Administration des organismes d'HLM. M. Massu, toujours sous sa double casquette, se prononce pour «la participation, la co-gestion, la concertation des locataires, ceci dans le but de prévenir les tensions». Aussi le gouvernement et les HLM veulent favoriser le développement institutionnel des associations dont le PCF compte prendre le contrôle et par là-même faire obstacle à toute véritable mobilisation des habitants. Dans cette foire, dans ces débats, jamais le point de vue des travailleurs n'a été présent, si ce n'est un travailleur qui a participé aux luttes dans un quartier HLM de Lille et qui réclamait, lui aussi, la participation des locataires au Conseil d'Administration, un travailleur amené pour cautionner les orientations réformistes de ce 37^e Congrès qui offre comme seule perspective aux travailleurs de participer aux Conseils d'Administration des HLM qui gèrent la politique du logement fonctionnant sur des critères de rentabilité et de profit.

A.M. - Un lecteur du Quotidien

INTERNATIONAL

LIBAN

LES TROUPES SYRIENNES RENFORCENT LEUR INTERVENTION

Allant à l'encontre des décisions de la Ligue arabe, le régime syrien a renforcé encore ses troupes au Liban, montrant par là qu'il est prêt à aller jusqu'au bout dans son intervention. Le régime syrien prétend qu'il cherche à assurer l'ordre dans le pays. Il vient de poser des conditions pour le retrait de ses troupes : un accord entre les libanais et la reconnaissance de Sarkis comme président de la république. Bien que ce soit la Syrie qui ait fait pression pour l'élection de Sarkis, c'est Frangié qu'elle soutient actuellement dans son intervention. Peu de temps après la reconnaissance de Sarkis par les forces progressistes libanaises, la Syrie est intervenue et a brouillé toutes les cartes de l'entente qui se faisait entre Sarkis et ces forces. Les conditions de la Syrie ne sont que des prétextes pour renforcer son intervention militaire contre les forces patriotiques libanaises et la Révolution Palestinienne. Au lieu de contribuer à une solution au Liban, la Syrie a amené l'intensification des combats dans toutes les régions du Liban, même là où il n'y en avait pas (Saïda et la région de l'Arqoub). Elle a aidé les forces réactionnaires à se relever alors qu'elles étaient en plein recul. C'est le véritable sens de son intervention malgré toutes les explications qu'elle tente de donner.

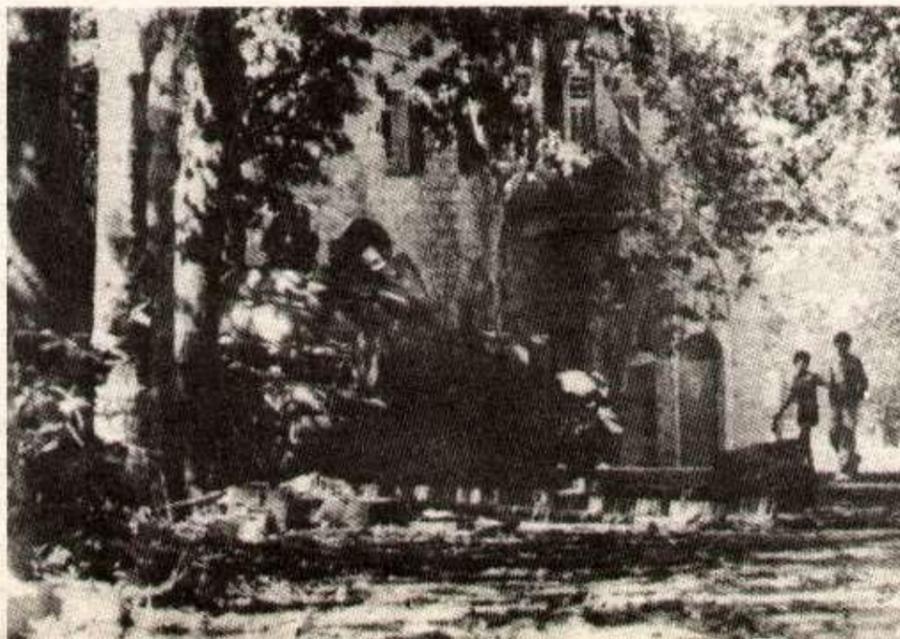
La liaison est grande entre les forces réactionnaires libanaises et les troupes syriennes. Dans la montagne, les positions des forces patriotiques (Faraya, Kahalé, Bhamdoun) sont bombardées par les deux à la fois. A Beyrouth, les Phalanges ont intensifié leurs bombardements sur le quartier populaire de Chiah, alors

Les renforts de l'armée syrienne envoyés au sud pour frapper la ville de Saïda sont arrivés à Jezzine, localité tenue par les Phalanges qui reçoivent bien les Syriens et l'attaque de Saïda est envisagée en commun.

Le gros des troupes syriennes se dirige actuellement vers la région de

pulation s'est tournée entièrement vers la Révolution Palestinienne, seule force capable jusqu'à présent de protéger les paysans de cette région.

Les arrestations dans l'armée syrienne continuent. Sont arrêtés tous ceux qui refusent d'aller au Liban. Un officier a fui



que les troupes syriennes qui ont débarqué par la mer attaquent de l'autre côté. Les Syriens prétendent avoir arrêté le blocus alimentaire de Beyrouth, organisé pour faire pression sur les forces patriotiques ; en fait, il y a toujours le blocus car les troupes syriennes encerclent la ville.

l'Arqoub (au sud-est Liban) où se trouvent d'importantes forces palestiniennes. Là, les Syriens ne peuvent s'appuyer sur aucune force pour les aider, car depuis longtemps, il n'y a plus de Phalanges ni d'autres réactionnaires dans cette région. Depuis les agressions israéliennes, la po-

vers l'Irak. Le régime syrien ne veut pas faire savoir que de nombreux soldats ont rejoint les forces patriotiques au Liban, et que le général Boudeiry (commandant de l'ALP, force ayant des liens étroits avec la Syrie) n'est pas emprisonné mais qu'il a rejoint les forces armées de l'OLP.

7 000 MINEURS BOLIVIENS EN GREVE

Pour protester contre les lois d'exception du gouvernement fasciste de Banzer et contre l'occupation des zones minières par l'armée, sous prétexte de «complot», sept mille travailleurs des mines d'étain sont en grève sur le carreau depuis jeudi. Lundi, les militaires leur ont coupé les vivres et l'eau. Les mineurs demandent des augmentations de salaires, l'évacuation des troupes et le rapatriement du corps de l'ancien président Torrès, récemment assassiné en Argentine.

D'autre part, samedi, une patrouille militaire est tombée dans une embuscade tendue par des guerrilleros à San Lucas à 350 km de Bogota.

MENACES DE SMITH A LA ZAMBIE

Après les bombardement du Mozambique, jeudi, Smith, président du gouvernement raciste de Rhodésie, a lancé un avertissement à Kaunda, président de la Zambie qui a autorisé les combattants patriotes du Zimbabwe à opérer depuis son pays : «Il devra accepter les graves conséquences de sa décision, conséquences qui retomberont sur son pays comme sur n'importe quel autre». Rappelons que cette déclaration menaçante vient à la suite de la visite de Smith à Vorster, dimanche. Cette discussion devait préparer l'entretien qu'aura Vorster avec Kissinger en Allemagne, cette semaine.

D'autre part, le ministre de la défense du gouvernement raciste a annoncé un plan prévoyant des regroupements de population dans des «villages protégés». Ce

sont de véritables camps de concentration avec barbelés, sentinelles et projecteurs la nuit, sur le modèle des «hameaux stratégiques» des Américains au Vietnam. L'utilisation de cette méthode montre bien ce que craignent à juste titre les racistes : le soutien apporté par le peuple à sa lutte de libération nationale.

♦ NEPAL-CHINE : Le roi Birendra du Népal vient d'effectuer une visite amicale en Chine, où il a visité le Sechuan et le Tibet. Face aux menaces de l'Inde qui a récemment annexé le Sikkim, le Népal développe des relations de coexistence pacifique et de coopération économique avec la République Populaire de Chine.

Djibouti

QUELLE INDEPENDANCE ?

Ali Aref, président du Conseil du gouvernement a déclaré lundi qu'il était prêt à démissionner «dans l'intérêt supérieur du pays». Cette déclaration fait suite à l'accord du 8 juin patronné par le ministre Stirn entre le parti d'Aref, l'opposition parlementaire et la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance. Cet accord préconise un gouvernement d'union nationale et prévoit le changement de la loi de nationalité qui limitait le nombre des cartes électorales et permet de truquer grossièrement les élections.

d'autres truquages des élections ? Par exemple la déportation des populations d'Ethiopie auxquelles on promet du travail à Djibouti en échange de l'engagement de voter «français». Et surtout, la présence de la base militaire, essentielle pour l'impérialisme français, menace pour une réelle indépendance, n'est pas remise en question. Les patriotes de Djibouti ne manquent-ils pas

de garanties au sujet de cette indépendance si facilement concédée ?

«NOUS NE PARTICIPERONS PAS A UNE CONSULTATION ORGANISEE PAR LE COLONIALISME»

Interrogé à ce sujet, le président de la LPAI Hassan Gouled nous a déclaré : «Il faut que la loi sur la nationalité

soit votée par le parlement français. Ensuite nous organiserons des élections pour une constituante. Mais la L.P.A.I. ne participera pas à une consultation électorale organisée par le colonialisme». Sur la question du maintien de la base militaire, Hassan Gouled nous a répondu : «C'est absolument impossible, tant en ce qui concerne le rapport de forces à Djibouti qu'au niveau international».

Polynésie

ASSEMBLEE BLOQUEE

L'Assemblée territoriale de Polynésie devait se réunir jeudi dernier, pour essayer de résoudre le conflit qui oppose depuis plusieurs mois les partisans de l'autonomie à l'administration et au gouvernement français. Ceux-ci, regroupés dans le Front uni pour l'autonomie demandent la dissolution de cette assemblée où ils sont minoritaires en raison de fraudes électorales.

Un millier de manifestants

ont occupé les locaux de l'Assemblée et ont empêché le gouverneur d'y entrer et d'ouvrir la session. Les députés et conseillers autonomistes refusent également le nouveau statut de la Polynésie, proposé par le ministre des colonies, Stirn. Ils demandent que le Conseil soit entièrement composé d'élus, et que son président soit élu. Stirn prétend maintenir le poste de gouverneur. D'autre part, le projet prévoit une départementalisation déguisée ; la création de communes devrait diminuer le rôle des conseillers territoriaux.

Cette opposition parlementaire reflète d'une manière certaine les aspirations à l'indépendance du peuple polynésien et les difficultés actuelles de l'archipel dont toute l'économie était dépendante du centre d'expérimentation nucléaire dont le départ a commencé depuis un an.

Turquie : VIOLENTE OPERATION DE REPRESSION



La maison des militants et les maisons voisines après le passage des blindés.

L'armée turque a lancé le 9 juin une opération contre l'un des groupes révolutionnaires turc à Gaziantep (Sud est de la Turquie). Leur domicile avait été découvert à la suite d'une dénonciation. Les militants refusèrent de se rendre. L'armée donna l'assaut et détruisit la maison où se trouvaient les militants ainsi que deux maisons voisines avec un char. A l'issue des combats, trois militants révolutionnaires ont été tués et deux autres blessés et arrêtés.

Les événements de Gaziantep, font partie de toutes les opérations policières qui ont eu lieu dans toute la Turquie depuis quelques années, pour détruire les organisations révolutionnaires, faisant à chaque fois de nombreux morts.

INTERNATIONAL

« NOUS CONTROLONS 90% DU TERRITOIRE »

*nous déclare Ramos Horta,
secrétaire général du FRETILIN*

Depuis le mois de septembre 1975, le peuple de Timor oriental, une île du Pacifique entre l'Indonésie et l'Australie, lutte contre l'invasion indonésienne. Les 600 000 habitants de la partie Est de l'île sont organisés par le Front de Libération Nationale de Timor-Est (FRETILIN) et ont proclamé la République Démocratique de Timor, après le départ officiel des colonialistes portugais. L'invasion indonésienne qui s'en est suivie n'a aucune légitimité comme nous le montre M. Ramos Horta, secrétaire général du FRETILIN et ministre des affaires étrangères, qui nous a accordé une interview dont nous publions ici un extrait.

QdP : Quelles luttes a mené votre peuple contre le colonialisme portugais ?

Notre peuple a toujours lutté contre l'occupation étrangère. Une des dernières révoltes commandée par un chef, Combo Vientura, a duré 17 ans. La dernière révolte a eu lieu en 1959 dans la région de Vikek. 2 000 hommes ont été tués par l'armée coloniale portugaise. Ce qui prouve que notre peuple n'a jamais accepté pacifiquement la domination portugaise. Mais le problème était l'absence d'une avant-garde, les portugais ont réussi à diviser pour régner ce qui a abouti à la défaite de la résistance populaire. L'avant-garde était en préparation depuis 1970. Des jeunes gens, des étudiants, de petits cadres de l'appareil colonial ont commencé à s'organiser, à discuter de la situation de notre peuple, de l'oppression coloniale. Le contrôle policier portugais a réprimé toute mani-

festation de nationalisme, notre langue, le tetun, a été complètement interdite, dans les écoles, dans la rue.

Après le coup d'Etat au Portugal on a formé un «parti social démocrate», Association social démocrate de Timor et en septembre on a constitué un front qui groupe toutes les tendances politiques, sans distinction de sexe ou de religion, pour aboutir à une complète indépendance nationale.

Notre langue a été utilisée pour la première fois à

cette occasion : nous avons rédigé notre programme en tetun.

Qu'est-ce que le FRETILIN ?

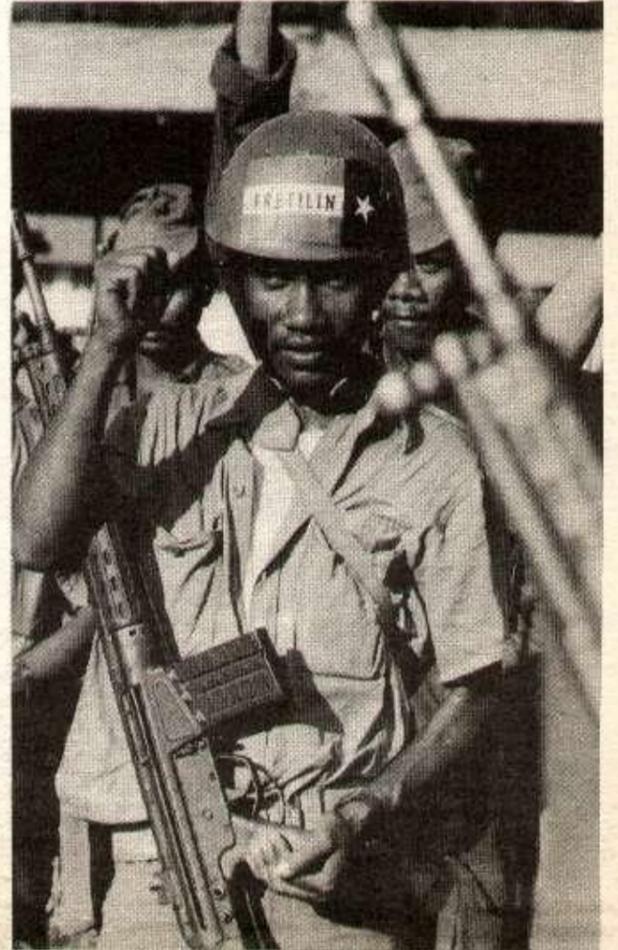
Nous sommes une organisation nationale qui a pour but l'indépendance nationale, organisée sur les masses paysannes, parce que notre pays est un pays de paysannerie et sur les ouvriers ainsi que les intellectuels. Nous cherchons à regrouper tout sur une base commune, pour une amélioration de la situation économique et sociale de notre pays, pour la liberté et la dignité de notre pays.

A partir de décembre 75, l'Indonésie a envahi massivement votre territoire et il y a une quinzaine de jours ils ont organisé un vote de «l'Assemblée» pour l'intégration. Quelle est la situation politique et la situation militaire ?

Nous contrôlons 90 % du territoire et la population. L'Indonésie contrôle Dilli la capitale et quelques villes du nord. Une ville ce sont d'abord les bâtiments des colonialistes. La population habitait dans la brousse c'est pourquoi nous avons gardé le

contrôle du territoire. La plus grande partie de la population qui était dans les villes a préféré partir avec les combattants du FRETILIN. Quand il ont envahi le pays la communauté chinoise a été massacrée. Selon la déclaration d'un pro-indonésien, l'armée indonésienne a tué 80 000 personnes. Même entre les gens du gouvernement pro-indonésien il y a des tensions. Les Indonésiens tiennent les villes mais ils n'osent partir en brousse sans une forte escorte. Lors de la farce de l'Assemblée Nationale, ils ont invité des diplomates. La plupart ont refusé, les Nations-Unies également. Les journalistes, favorables à l'Indonésie, ont écrit qu'ils ne pouvaient faire des interviews et les 28 membres du comité représentatif ont été choisis par l'Indonésie. Tout cela prouve qu'ils ne contrôlent pas le territoire.

Nous sommes organisés sur tout le territoire et même à Dilli il y a des attaques fréquentes. Nous avons reconquis un port, il y a quinze jours, dans le nord du territoire.



Dans les zones libérées

Quelle est la situation dans les zones libérées ?

Au point de vue alimentaire nous n'avons pas beaucoup de problèmes car nous avons toujours eu une économie de subsistance. Les produits importés par les portugais sont des produits de luxe, pour la consommation du peuplement européen. Nous avons toujours eu une agriculture de subsistance, et les indonésiens n'ont pas réussi à prendre les centres de production de notre pays.

Par contre nous avons des problèmes pour les médicaments. Actuellement il n'y a pas un seul médecin dans tout le territoire. Les soins sont faits par des infirmiers très efficaces. Du temps des portugais, il y avait 20 docteurs. Ils étaient dans les villes et surtout soignaient les colonialistes. Notre peuple s'est toujours débrouillé par lui-même pour les soins médicaux. Dans le cadre de notre organisation sociale et économique nous avons mis sur pieds beaucoup de centres de formation médicale pour notre peuple. Nous avons construit 200 écoles. On organise l'éducation du peuple, on lui apprend à lire et écrire le

tetun. Nous avons une méthode d'éducation adaptée à la lutte nationale. Par exemple on demande à un enfant ce qu'est une voiture, on lui dit bien comment elle est faite, mais aussi qui fait la voiture, qui l'utilise, pourquoi il l'utilise, qui édifie les routes. On donne ainsi une conscience de la position de chacun dans la production. La symbiose entre l'armée et le peuple est totale surtout depuis l'invasion. Nous avons une armée régulière, une armée de femmes, de jeunes gens. Les paysans sont armés.

Les centres de production sont transformés en

coopératives. Des boutiques du peuple sont organisées. Nous respectons la propriété privée. Mais les terres de ceux qui ont rejoint les indonésiens ont été confisquées. On a continué de produire le café qui était la production nationale. On a vendu le café. Maintenant on cherche à diversifier les cultures car le peuple a besoin de cultures de subsistance. On fait des campagnes d'hygiène. On organise l'éducation politique, pour forger une conscience nationale fondée sur l'histoire de notre peuple que les colonialistes portugais ont toujours nié, c'est là notre objectif principal.

MONGOLIE : UN CONGRÈS ANTI-CHINOIS OU «LA VOIX DE SON MAÎTRE»

Le Congrès du parti révisionniste mongol s'est ouvert lundi matin à Oulan Bator. Tsendenbal, dirigeant de cette officine du social-impérialisme soviétique a affirmé une fois de plus que la lutte contre «le maoïsme réactionnaire fait partie intégrante de la lutte des peuples contre l'impérialisme et la réaction». Il s'est déclaré favorable à

une conférence internationale des «partis communistes» pour «procéder à une analyse commune de la conjoncture internationale et élaborer une ligne commune». Les dirigeants du Kremlin n'osent plus, depuis un certain temps proposer ce projet, tellement les contradictions entre partis révisionnistes sont importantes : ils doivent le faire

avancer par leurs serviteurs les plus sûrs !

Le chef de la délégation soviétique, Koulakov, a fait écho aux déclarations anti-chinoises de Tsendenbal. Ce congrès ne parlera certainement pas des vrais problèmes de la Mongolie : les relations d'échange inégal avec l'URSS, l'occupation militaire soviétique !

VOYAGE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA DÉFENSE AMÉRICAIN EN AFRIQUE

Rumsfeld, secrétaire d'État à la défense US, fait une visite au Kenya et au Zaïre pour négocier une aide militaire aux gouvernements de ces pays.

Ce voyage est la suite logique de celui de Kissinger, le mois dernier. L'impérialisme américain profite des craintes éprouvées par les gouvernements africains au sujet de la pénétration soviétique après l'intervention en Angola, pour augmenter son

influence dans ce continent. Le Pentagone affirme que la présence des Cubains en Angola se chiffre à plus de quinze mille hommes, qu'il y a des installations militaires soviétiques en Somalie et dans beaucoup d'autres pays africains. Le secrétaire d'État a précisé que ce programme d'aide militaire ne se ferait pas en collaboration avec les pays européens.

Cette politique d'aide

sélective aux gouvernements les plus réactionnaires correspond à une volonté de l'impérialisme américain d'accentuer les contradictions entre les pays et de diviser l'Afrique en zones d'influence. Au contraire, l'unité africaine, telle qu'elle s'affirme aujourd'hui, en particulier dans le soutien aux peuples en lutte contre les gouvernements racistes, se constitue dans la lutte contre les superpuissances.

MEETING D'INFORMATION ET DE SOLIDARITÉ POUR LA LUTTE DU PEUPLE DE TIMOR ORIENTAL

avec la participation de M. José Ramos HORTA, Ministre des Affaires étrangères de la République de Timor oriental et secrétaire général du FRETILIN.

Au programme : - projection d'un film sur Timor
- information sur l'agression indonésienne et les luttes de résistance en cours.

- débat.

JEUDI 17 JUIN A 20 HEURES
6, rue Albert de Lapparent - Paris 7^e - Métro Ségur

ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

par Camille NOEL

LES «CROIX DE FEU» S'ORGANISENT

La bourgeoisie et le fascisme

demain : «La riposte»



Le 6 février 1934, quelques semaines après qu'ait éclaté ce qui a été appelé le «scandale Stavisky», les ligues fascistes manifestent autour de la chambre des députés. Le scandale en lui-même n'est pas nouveau : d'autres scandales financiers avaient déjà éclaté, mettant en relief la corruption individuelle des parlementaires et des ministres à laquelle la bourgeoisie avait recours pour faire défendre ses intérêts par les milieux politiques.

L'affaire en elle-même, se limitait à l'émission de bons dont la valeur devait être garantie par des bijoux volés ou faux,

émission organisée par l'escroc Stavisky que protégeaient d'éminentes personnalités radicales.

Le prétexte immédiat des manifestations fascistes du 6 février 1934 est le déplacement par le gouvernement radical de Daladier, du préfet de police de Paris, Chiappe, favorable aux fascistes.

LES PRÉPARATIFS DU FASCISME

Derrière ce prétexte, en fait, se cache la perspective présente au sein de la bourgeoisie, du recours à la solution fasciste. Il existe alors en France diverses organisations

fascistes, dont les plus importantes sont les «Jeunesses patriotes» de l'industriel Pierre Taittinger, «l'Action Française» et les «Croix de Feu», à la tête desquelles le colonel De La Rocque a été placé par Mercier, du trust CGE et la maison Kuhlmann. Seule cette dernière organisation deviendra, en 1934 et dans les années suivantes, le pôle de ralliement des éléments fascistes.

Tous ces groupes sont largement subventionnés par «Le Redressement Français». Dans cette organisation, siégeaient Lambert-Ribot, du Comité des Forges et président de la Confédération Générale du Patronat Français, mais aussi le dirigeant de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières U.I.M.M., ainsi que des hauts fonctionnaires, des diplomates et des membres de l'Etat-Major.

L'ensemble de l'appareil d'Etat apporte un soutien réel aux ligues fascistes : la police de Chiappe tire systématiquement sur les manifestants communistes, cependant que la magistrature frappe lourdement les militants ouvriers, épargnant les fascistes.

Dans les années 34-36, les «Croix de Feu» vont pouvoir s'entraîner au lance-grenades au Fort militaire de Vincennes, ainsi qu'au tir à la mitrailleuse, cependant que le patronat met à la disposition de De La Rocque une véritable flotte aérienne civile par le transfert rapide en n'importe quel point du territoire, des commandos fascistes. Sans oublier le parc automobile fourni par Renault, Michelin et Peugeot qui permet aux «Croix de Feu» de pratiquer le terrorisme dans les banlieues ouvrières.

La revue *Le Capital* écrit dès novembre 1933 : «Les meilleurs esprits envisagent l'expérience d'un gouvernement autoritaire à l'image de ceux d'Italie ou d'Allemagne».

SFIO ET PARTI RADICAL : UNE AUTRE CARTE DE LA BOURGEOISIE

Pourtant, cette solution ne l'emportera pas. Dans le débat qui s'est ouvert au sein de la bourgeoisie sur la solution politique à donner à la crise, les tenants d'une solution de type parlementaire l'emporteront.

En effet, la riposte des masses qui fait suite à la journée du 6 février 1934, remettra en cause la possibilité de recourir à la solution fasciste, qui se



«Marche de la faim» aux portes de Paris.

heurtera à la résistance populaire. D'autre part, la bourgeoisie, en France à cette époque, peut encore s'appuyer sur un personnel politique qui n'a pas encore perdu toute crédibilité aux yeux des masses. Ainsi, les directions de la SFIO ou du Parti Radical, bien qu'au service des intérêts de la grande bourgeoisie, réussissent encore à tromper sur leur véritable nature.

Et au sein de ce personnel politique, il s'en trouve beaucoup qui sont prêts à accepter un renforcement de la dictature dans un cadre formel de démocratie parlementaire : Laval et surtout Tardieu, en même temps qu'ils rejettent le poids de la crise sur les travailleurs, cherchent à transformer les institutions parlementaires dans le sens d'un Etat «fort» qui réduirait les divergences entre les partis politiques bourgeois pour gouverner ensemble contre la classe ouvrière. Pour cela, il fallait incorporer à la majorité gouvernementale tous les partis bourgeois unis dans la défense des intérêts des monopoles.

C'est tout le sens du 6 février 1934, journée durant laquelle le capital financier a contraint par la démonstration de rue des ligues fascistes, le gouvernement radical majoritaire de Daladier à former un gouvernement d'Union Nationale à son service, avec tous les autres partis bourgeois, et appuyé par la SFIO : le gouvernement Doumergue, avec Tardieu, Laval et Pétain.

Finalement, la bourgeoisie a préféré la solution parlementaire plutôt que le fascisme. Elle a fait le calcul qu'elle pourrait, somme toute, maintenir l'aspect «démocratique» de sa dictature, en s'appuyant sur le Parti Radical et la SFIO. En effet, les bases de masse de ces deux partis étaient précieuses pour la bourgeoisie : le Parti Radical recrutait majoritairement au sein de la petite

«PAS DE GROUPES DE PLUS DE 3 !»

«C'est la première fois qu'en tant que militants syndicaux, nous nous trouvions devant une situation aussi grave. Il fallait faire quelque chose, et à la CGTU, nous avons décidé d'organiser des comités de chômeurs, avec démarches dans les mairies, pour obtenir des secours.

Mais en vain, rien n'avancait. Alors nous avons décidé une marche des chômeurs sur Paris. C'était en 1932».

Elle devait partir un samedi, à la fin d'une manifestation organisée à Lille. Au moment du meeting, nous apprenons que la marche était interdite.

«Nous irons à Paris», criaient les chômeurs. Les policiers nous regardaient d'un air goguenard, «non, vous n'irez pas, vous n'y arriverez jamais».

Le meeting terminé, nous avons distribué les brassards. La marche devait accomplir son voyage par étapes. La première à Seclin. Toutes les Unions Locales étaient prévenues sur notre passage. Les municipalités ouvrières également. Des salles de fêtes, des salles de réunions étaient mises à la disposition des «marcheurs». On y amenait des ballots de paille fraîche, des couvertures.

DIX JOURS, DE LILLE A PARIS

Et voici que le lendemain du départ, à Lens, le préfet nous convoquait. Il voulait nous indiquer que la marche des chômeurs était autorisée, à condition de ne former que des groupes de trois, et distants de cent mètres !

Nous étions trois cents... imagine, trois par trois... la traversée d'un village durait des heures.

«On nous applaudissait, on nous donnait des vivres. Des paysans nous ont donné des moitiés de cochons et de moutons».

Une dizaine de jours plus tard, nous sommes arrivés à St-Denis. Tous les marcheurs furent hébergés par les municipalités communistes de la banlieue. Dans la journée, ils collectaient dans Paris avec des tronc».

Ce mouvement des chômeurs, qui a été difficile à conduire, fut un embryon des conditions d'union de la classe ouvrière.

Le retour dans le Nord fut l'objet de multiples comptes rendus. Cinq ou six mois après, une seconde marche eut lieu. De Dunkerque, de Maubeuge, de Cambrai, d'Halluin, avec Lille pour point de rassemblement, les cortèges convergèrent vers le centre.

Marthe Desrumaux
Secrétaire en 1930, de l'UD-CGT du Nord



Une manifestation des ligues fascistes à Paris en février 34.

La crise idéologique de la bourgeoisie et les plumitifs du fascisme

Dans les années de l'entre-deux guerres, le système de l'enseignement en France était fondé sur une sélection sociale particulièrement sévère. Les développements du capitalisme monopoliste d'Etat n'étaient pas encore tels qu'une éducation large des enfants du prolétariat soit nécessaire au fonctionnement de l'économie. Jusqu'en 1930, les études au lycée étaient payantes, en sorte que seuls 2,5% de l'effectif scolaire global suivaient les enseignements du second degré. Les intellectuels étaient dans d'écrasantes proportions, au service direct de leur classe d'origine : la bourgeoisie.

Et dans les années 30, ils ont pour fonction directe de répandre les thèmes de l'idéologie fasciste : la bourgeoisie finance un foisonnement de revues et groupes littéraires qui, tous, ont pour caractéristique de prôner l'Etat fort, corporatif, qui «surmonterait la division gauche-droite» par la destruction des partis politiques et qui «mettrait fin à la décadence» de la société. De fait, tous ces thèmes ne visent qu'un but : la destruction des organisations que le prolétariat s'était données pour mener la lutte politique et syndicale.

Le 16 février 1934, le journal de l'écrivain fasciste R. Brasillach «Je suis partout», qui fait songer au «Minute» d'aujourd'hui, écrit :

«Le cas Stavisky présente des symptômes analogues à ceux que l'on relevait en Allemagne sous la République. Se contentera-t-on en France d'enquêter sur cette unique affaire ou aura-t-on la volonté de tirer toutes les conséquences ?

(...) On devra aussi reconnaître que la vie politique est empêtrée par la démocratie à un point tel que seul un changement radical du personnel et du cours ordinaire de la politique pourra préserver la France du terrible sort auquel l'Allemagne a été attachée à la douzième heure par la victoire du national-socialisme».

bourgeoisie et de la payannerie, où l'illusion était encore forte que ce parti défendait leurs intérêts spécifiques. Quant à la SFIO, bien que recrutant majoritairement dans la petite bourgeoisie, elle avait aussi une base ouvrière, même si elle était orientée prioritairement vers «l'aristocratie ouvrière». La fonction essentielle de la SFIO était de diffuser l'idéologie bourgeoise en milieu ouvrier, de propager les idées réformistes de colla-

boration de classe. En 1934, du fait des illusions encore largement répandues dans les masses à l'égard de la véritable nature des partis bourgeois que sont la SFIO et le Parti Radical, la bourgeoisie peut donc encore maintenir sa dictature sous la forme de la démocratie parlementaire. Le recours au fascisme n'est pas inévitable, d'autant que la rapidité de la riposte ouvrière va constituer un obstacle décisif à cette menace.

LA VIE DU JOURNAL

Sur FR 3 «De quoi avons-nous peur ?»

«COMMENT UNE FEMME DU PEUPLE PEUT-ELLE ACCOUCHER DANS DE BONNES CONDITIONS»

Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières sont montées.

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle : en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dirigée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique, Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démontrer quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

Vendredi soir, sur FR3, l'émission de Maurice Cazeneuve, dans la série «De quoi avons-nous peur ?» ; le prix de la vie (première partie).

Cette émission se proposait de nous montrer l'évolution des «techniciens» de l'accouchement, depuis la première césarienne, au XV^e siècle, jusqu'à l'accouchement déclenché (en passant par l'accouchement sans douleurs venu d'URSS).

A ce propos, les caméras de vendredi nous entraînaient chez un couple. Elle, publiciste, lui, travaillant dans un bureau d'architecture. La jeune femme, déjà mère d'un enfant, s'appropriait à aller à la clinique où elle accoucherait le lendemain, puisqu'il en est ainsi : dans l'accouchement déclenché, c'est la mère, qui, au bout de neuf mois, dans une tranche déterminée par le médecin, choisit la date de la mise au monde de son enfant.

Arrivée à la clinique, elle était accueillie par un personnel souriant qui s'occuperait d'elle jusqu'à la naissance du bébé. Il faut le dire, cette femme était une patiente personnelle du professeur Suteau, directeur de la clinique St-Vincent de Paul. De quoi rêver, n'est-ce pas ? De quoi faire rêver toutes ces femmes qui se sont vues attendre d'interminables heures, seules, dans une salle de travail, en pleine souffrance...

Cet accouchement dé-

clenché se pratique à l'aide d'un appareillage électronique complexe (coût : 45 000 F environ). D'après le professeur Suteau, il s'agit moins du prix de la drogue (injectée chez la mère, ce qui lui évite toute douleur, pas même celle

porté de l'hôpital Lariboisière, au service de soins intensifs de la maternité de Port-Royal, dirigée par le professeur Minkowsky. Là, le décor change. Il s'agit d'une mère de deux enfants, habitant Belleville (quartier Est de Paris,

dans de telles conditions, déceler l'infection qui devait provoquer cet accouchement prématuré ? Comment aussi, dans de telles conditions socio-économiques, conditions communes à la plupart des travailleurs des pays capitalistes (appartement au troisième étage sans ascenseur, peu chauffé - la mère parle d'un petit chauffage d'appoint, transport en commun, conditions de travail, tension nerveuse, sans compter le mépris de l'employeur face à l'état de l'ouvrière enceinte...) vivre sa grossesse et accoucher dans de bonnes conditions ?

Décidément, tant que durera ce système pourrissant, comment peut-on espérer, nous femmes du peuple, mettre au monde nos enfants dans de bonnes conditions ? Ah, que vienne la Révolution pour qu'enfin la santé soit vraiment l'affaire des masses !

Une lectrice de Guenange



des contractions) que du personnel compétent. En effet, cet accouchement nécessite la présence en permanence d'un médecin anesthésiste obstétricien durant les contractions, lesquelles peuvent durer une heure, cinq heures, voire huit heures et plus !

particulièrement populaire) dont le mari est chômeur, revenu mensuel : 1 500 F par mois. Elle se faisait suivre dans un dispensaire où l'on avoue ausculter vingt à trente femmes en deux heures et demi de temps ! Comment

Succès du rassemblement communiste à Quenechan

Vendredi 11 juin, le PCR et l'UCJR ont tenu à Quenechan, près de Valenciennes, un rassemblement communiste sur la situation locale, la crise politique, le projet révisionniste, et les propositions révolutionnaires.

Plus de quatre-vingt personnes, dont une bonne part de jeunes immigrés, ont écouté les interventions, notamment celle d'un membre du Comité Central, de Jean-François Vitte, et de membres de la Résistance Palestinienne.

Avant la projection d'un film chinois, un débat s'engageait avec un militant du P«C»F de la CFEM.

Ce rassemblement, dans une région où les révisionnistes ont étouffé toute vie politique, est un succès et constitue un grand encouragement pour la section de Valenciennes.

...De Valenciennes

En fin de semaine, quelques jeunes circulant la nuit dans une petite ville des environs de Valenciennes se sont entendus appeler «salopards»... et des coups de fusils de retentir. Les jeunes s'enfuient sans demander leur reste, pendant que les balles sifflent.

Le lendemain matin, ils retournent sur les lieux, dans le but de discuter avec leur agresseur.

C'est un père de famille nombreuse qui élève des moutons pour arrondir les fins de mois : «On m'en a déjà volé plusieurs. Vous comprenez avec ces bandes de jeunes, des chômeurs... C'est la police qui m'a dit de tirer dans les jambes».

—Vous faites le jeu des flics !

—«Je n'aime pas les flics, mais j'en ai marre...»

Encore une illustration de la campagne sur la sécurité des Français. Les véritables délinquants, ce sont bien ceux qui poussent au crime en créant un climat de peur, qui tentent de montrer une partie du peuple contre une autre.

Inutile de dire que bien que la question du prix ait été soigneusement esquivée par le professeur, ce genre d'accouchement n'est guère accessible aux masses, à preuve l'exemple du couple choisi...

Il n'en était pas de même par contre en ce qui concernait les prématurés.

Nous avons suivi le déroulement d'une opération de réanimation d'un prématuré de sept mois trans-

Communiqué :

L'agression syrienne continue au Liban

«Il n'y a pas de raison d'empêcher les Syriens de tuer les Fédayin, il n'est pas nécessaire que nous allions troubler l'armée syrienne pendant qu'elle tue les terroristes...» a déclaré Rabin, chef de l'Etat raciste et sioniste d'Israël à propos de l'intervention armée syrienne au Liban, dans «Le Monde» du 4/06/76.

Cette déclaration montre bien que l'intervention syrienne au Liban va dans le sens des intérêts du sionisme et des forces fascistes et réactionnaires libanaises, ces forces qui, pendant des mois de guerre civile, massacrent et tuent les masses populaires libanaises et palestiniennes, bombardant des camps de réfugiés palestiniens et des quartiers populaires libanais.

L'intervention syrienne a remis en cause toutes les victoires militaires remportées par les forces progressistes libanaises qui représentent les intérêts des masses populaires chrétiennes, musulmanes et juives libanaises.

En effet, dans son intervention, l'armée syrienne : - bombarde les camps de réfugiés palestiniens et les quartiers populaires libanais, - désarme les forces progressistes libanaises et la Résistance Palestinienne, - bloque les vivres sur les camps de réfugiés et sur les quartiers libanais.

Devant cette agression, l'unité des masses libanaises et palestiniennes se renforce.

Nous dénonçons catégoriquement cette intervention et nous exigeons le retrait immédiat des forces réactionnaires syriennes.

Nous dénonçons l'attitude de la France, son gouvernement soutenant la Syrie :

- interdiction d'une manifestation de soutien à la Résistance Palestinienne, dimanche 6 juin 1976,

- visite du président syrien, El Assad, à Paris du 17 au 19 juin.

● HALTE A L'AGRESSION SYRIENNE !
● NON A LA LIQUIDATION DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE !

● SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS !
Le comité de soutien à la Résistance Palestinienne informe qu'un meeting, prévu samedi 12 juin, à la salle Baggio, rue Corneille, à Lille-Wazemmes, contre l'agression syrienne au Liban et pour le soutien aux peuples palestiniens et libanais, n'a pu avoir lieu, la mairie n'ayant pas encore donné son accord, mercredi 9 juin.

Nous considérons ce refus déguisé comme une atteinte à la liberté d'expression, au moment où un peuple en lutte depuis de nombreuses années pour recouvrer son indépendance nationale vient de subir une nouvelle et brutale agression. Nous nous étonnons qu'une mairie de gauche puisse agir de la sorte et nous protestons énergiquement contre de tels procédés.

MEETING AVEC FILM ET DÉBAT
VENDREDI 18 JUIN A 20 h 30

Cinéma Arc-en-Ciel, rue du Marché, Lille-Wazemmes

Comité de Soutien Résistance Palestinienne

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

REBELLES

3.50F MENSUELLE DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS
Abonnements : 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F, Abonnement de soutien 50 F et plus.

TÉLÉPHONEZ
AU QUOTIDIEN
208.65.61

BLOC-NOTES

Juridique

LES ACHATS quels sont nos droits

Dans 2 articles, nous allons examiner ce qui se passe quand on achète un bien et quelle est votre protection vis à vis des vendeurs ou démarcheurs sans scrupules. Une précision préliminaire: le mari est responsable des

dettes de sa femme pour les dépenses ménagères; donc s'il s'agit d'un achat important, que la femme veut faire toute seule, le vendeur demandera l'autorisation de son mari (sa signature).

QUE SE PASSE-T-IL QUAND ON ACHÈTE ?

L'ACHAT LUI - MEME

Si on ne prend pas la chose immédiatement, on établit un bon de commande. Celui-ci doit comprendre :

- nom du vendeur, son adresse, etc...
- nom, prénom, adresse de l'acheteur. Vous n'avez pas à donner des renseignements sur vos ressources sauf s'il s'agit d'un achat à crédit.
- une description la plus précise possible de la chose achetée.
- le prix : si celui-ci n'est pas fixé tout de suite, il suffit de mettre une référence précise (ex: pour une voiture, le prix de l'argus le jour de la livraison).

- il est utile de faire fixer un délai de livraison. De cette façon, si vous n'êtes pas livré à la date voulue, vous envoyez une lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur et s'il ne livre toujours pas vous êtes en droit de demander l'annulation de la vente ou des dommages et intérêts pour le retard. Souvent à la commande, on vous demande de donner une certaine somme: on l'appelle acompte ou arrhes. Il faut faire attention.

- si vous versez un acompte, vous êtes engagé à acheter : ex : pour un achat de 1000F, vous versez 200 F d'acompte. Vous êtes obligé de payer à la livraison les 800 F restants,

le vendeur lui est obligé de vous livrer.

- si vous versez des arrhes, vous pouvez changer d'avis et ne pas acheter ; ex : dans ce cas, vous perdez vos 200 F mais si le vendeur ne veut plus vous vendre l'objet choisi, il vous doit le double de ce que vous avez versé soit ici 400 F. Donc si vous n'êtes pas sûr de votre choix, versez des arrhes de faible montant.

LA LIVRAISON

Si les livreurs se sont contentés de laisser l'objet emballé et qu'en l'ouvrant, vous découvrez qu'il est cassé, vous devez :

- écrire immédiatement au vendeur pour le lui signaler par lettre recommandée avec accusé de réception.
- si le vendeur ne livre pas lui-même mais le fait faire par un transporteur, écrivez de la même façon au transporteur, les délais de réclamation pour une avarie de transport ne sont que de deux jours. Donc par principe, ne laissez pas repartir les livreurs sans avoir constaté :

- que la marchandise est en bon état,
- qu'elle est conforme à la commande.

LA GARANTIE

Le vendeur est tenu de vous donner un certificat de garantie. Mais en plus, il doit ce qu'on appelle « la garantie des vices cachés ». C'est à dire qu'il ne suffit pas qu'il vous ait vendu un objet, encore faut-il que l'objet soit apte à l'usage que vous lui destinez.

Cette garantie ne joue que sous certaines conditions

- le vice doit être assez grave par ex, pour l'achat d'une voiture neuve, le tribunal a estimé qu'une voiture qui consommait un litre d'essence de plus que la consommation indiquée par le vendeur, c'était un vice grave.
- le vice doit être caché c'est à dire que vous n'avez pas vu ce défaut malgré un examen attentif lors de l'achat.
- le vice doit exister au moment de la vente : par ex, il ne faut pas que l'objet soit

devenu inutilisable parce que vous ne l'avez pas utilisé conformément à la notice d'entretien : ex, brancher une machine à laver prévue pour l'eau de ville sur une eau de puits.

Si ces conditions sont réunies, que pouvez-vous faire ; dès que vous vous êtes aperçu du défaut, vous pouvez demander au tribunal soit :

- une diminution du prix si le défaut n'est pas suffisamment grave ou si vous ne pouvez plus rendre la chose achetée (ex, une cheminée, un tapis, une pièce de rechange).
 - l'annulation de la vente : ici deux cas se présente : ou votre vendeur est de bonne foi, il doit vous rendre le prix payé et les frais que vous avez pu faire ; ou bien il est de mauvaise foi, il vous doit alors en plus des dommages et intérêts.
- Mais ce sont les tribunaux civils qui sont compétents et il est obligatoire de prendre un avocat: la procédure coûte donc assez cher.

(à suivre)

MERCREDI 16 JUIN

TF 1

- 18 h 05 - Pour les jeunes
- 18 h 30 - A la bonne heure
- 19 h 05 - Chateau espérance, feuilleton
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Savine ou les prêtres révolutionnaires, dramatique
- 22 h 05 - Psychologie
- 23 h 00 - Journal

A 2

- 18 h 15 - Le palmarès des enfants
- 18 h 30 - TV service
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - L'homme de fer
- 21 h 30 - C'est-à-dire
- 23 h 00 - Journal

FR 3

- 19 h 05 - Programmes régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Le chevalier de Maupin, film de M. Bolognini (65)
- 22 h 00 - Journal

LHASSA ETOILE FLEUR

aux éditions stock

Le livre d'Han Suyin «Lhassa étoile fleur» vient de paraître chez Stock. Etant donné l'importance de ce livre pour les amis de la Chine socialiste (c'est le premier qui soit publié avec une large diffusion sur ce sujet), nous en publions quelques extraits.

D'HAN SUYIN

2 - Changements au Tibet

Dans le troisième chapitre de son livre Han Suyin montre comment le gouvernement central propose au Dalaï Lama un programme de réformes démocratiques et de partage des terres. En même temps l'armée populaire forme une nouvelle génération de Tibétains qui pourront devenir cadres révolutionnaires. Voyant leurs privilèges menacés, les réactionnaires tibétains poussent le Dalaï Lama à une insurrection en 1959. Cette insurrection soutenue par l'Inde sera un cuisant échec, car la population soutient l'armée populaire. Après 1959, les changements vont s'accélérer.

En 1956, trois ans avant l'insurrection, j'avais visité, à Chengtu, l'Institut des Minorités nationales. J'y avait trouvé deux mille jeunes, hommes et femmes de minorités nationales, dont près de six cents Tibétains. Et j'avais demandé :

«Que leur enseignez-vous ?»

On m'a répondu :

«On leur apprend la comptabilité pour la réforme agraire à venir.»

Dans cette réforme agraire, un élément important de réussite, ce sont les serfs et les esclaves agricoles, soit 90 % de la population ; des hommes, des femmes et des enfants que l'on pouvait acheter et vendre comme du bétail. Des êtres humains sans droits humains, soumis à toutes sortes de sévices, de corvées, à la guise du seigneur du monastère.

Parmi ces anciens esclaves, les recrues sont déjà prêtres : des jeunes sont allés à l'intérieur, rentrent de Pékin, Chengtu, pour mener la réforme de 1959.

Les terres sont divisées et distribuées aux serfs. Toutes les taxes sont abolies, ainsi que tous les sévices, toutes les corvées. L'esclavage disparaît du jour au lendemain, la taxe agricole est fixée à 6% de la production - aujourd'hui, 4,5%. Mais l'agriculture, au Tibet, est si primitive, si arriérée, que la lutte sera dure. Jusqu'en 1974 le gouvernement central devra subventionner l'agriculture tibétaine. Il devra aussi investir des sommes importantes pour la construction d'écoles et d'hôpitaux dans les régions rurales.

Les communes, qui dans le reste de la Chine ont



été lancées en 1958, n'ont commencé au Tibet qu'en 1965, soit sept ans plus tard.

La destruction des grandes propriétés s'accompagne de l'écroulement de l'édifice théocratique, et avec lui de l'asservissement du peuple. Les superstitions commencent à disparaître. Un exemple frappant : les chiens enragés. Lhassa et les campagnes environnantes étaient envahies de chiens affamés et dangereux, souvent enragés, que l'application à la lettre du «Tu ne tueras pas» bouddhiste interdisait d'abattre. Les Hans ont agi énergiquement, comme il l'ont fait en Chine, en débarrassant la ville et les campagnes de ce fléau. De même ils ont enlevé les excréments accumulés dans les rues et les cours. Plus de rats, plus de

mouches. Il y a encore des chiens au Tibet, mais ce ne sont plus des chiens errants. En face du cinéma où j'allais voir un documentaire sur les grands pandas, j'ai rencontré une femme tibétaine assise sur le trottoir, entourée de onze charmants petits pékinois brossés et bichonnés à souhait. Beaucoup d'enfants promènent des petits chiens dans leur robe nouée à la taille qui fait poche à la poitrine. Dans cette poche «marsupiale», hommes femmes et enfants entassent tout : bols, petits chiens, parfois des poules, et c'est là que les mères portent leur bébé.

Ainsi, l'insurrection devint le commencement d'une nouvelle ère, de «réformes démocratiques». Le nouveau Tibet allait surgir.

OU VA L'ALLEMAGNE



par Marc ANDRÉ
et Gérard LINKEN

UN TOURNANT
DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EN R.F.A.

LES GREVES SAUVAGES DE 1969 ET 1973

L'année 1966 marque un point de rupture. La phase de reconstitution de l'essor ininterrompu du « miracle économique » allemand est terminée. La bourgeoisie allemande affronte sa première crise depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale. Elle fait appel à la social-démocratie, la force la plus apte à faire payer la

crise aux travailleurs. Un des premiers résultats de la présence sociale-démocrate est l'« action concertée », la mise en place d'un organisme de coordination des composants politiques du consensus social : patronat, syndicats et partis politiques. Suivant la politique du partage à la crise de l'action concertée, les syndicats

imposent aux travailleurs une baisse réelle de leurs salaires jusqu'en 1969 quand la classe ouvrière allemande refuse pour la première fois depuis longtemps de faire les frais du consensus social. En septembre 1969, dans un espace de 18 jours, une vague de grèves spontanées se lève. Cent quarante mille travailleurs de

soixante-dix entreprises y participent, notamment dans la sidérurgie, les chantiers navals, la métallurgie et les mines de charbon dans la Ruhr et la Saar, bref dans toute l'industrie lourde. Face à ce mouvement de grève massif, les syndicats se voient contraints à annuler les tarifs salariaux avant leur expiration officielle et à

entamer des négociations avec le patronat. Si les directions syndicales arrivent avec cette tactique à chapeauter le mouvement, il reste néanmoins un succès. Les travailleurs ont pu imposer une importante augmentation de leurs salaires.

Les ouvriers à la chaîne d'Opel revendiquaient, par exemple, une journée de congé payé pour chaque branche, d'heures supplémentaires et des pauses de trente minutes pour les travailleurs en équipe. Les travailleurs immigrés de Ford faisaient grève pour obtenir un ralentissement des chaînes et des congés payés de six semaines pour pouvoir rentrer chez eux. A part quelques succès spectaculaires (Pierburg), les grévistes n'obtenaient que des demi-victoires (l'augmentation de la prime de Noël, par exemple) sinon des défaites (les mineurs de la Sarre restaient les mains vides).

1973 : UNE ANNÉE DE GREVES

Ayant repris le contrôle des mouvements revendicatifs, le DGB se lance de nouveau dans une politique salariale qui, renforcée par les effets de l'inflation, reproduit au début de l'année 73, la même situation déjà une fois vécue. Les ouvriers se retrouvent avec une baisse de leur revenu réel devenu invivable au point que toute la force de l'appareil syndical n'empêche pas une nouvelle vague de grèves sauvages qui se déroulent cette fois-ci sur toute l'année. 275 000 travailleurs de trois cent trente-cinq entreprises y participent. Parti au mois de février, le mouvement voit son sommet en août et reprend encore en octobre, avec des grèves importantes dans la Sarre (huit mille sidérurgistes pendant deux jours et treize mille mineurs pendant trois jours en grève).

Si en 1969 les ouvriers qualifiés de l'industrie lourde avaient été la force motrice du mouvement, en 1973, le rôle actif était joué principalement par des couches moins qualifiées, notamment les immigrés qui subissaient plus directement l'exploitation accrue par l'oppression des cadences sur les chaînes. Face aux comités d'entreprise collaborant étroitement avec la direction, et l'attitude hostile des syndicats à l'égard des grèves, des directions de grève indépendantes se sont créées. Les syndicats réagissaient plus durement qu'en 1969 quand ils voyaient que le mouvement échappait à leur contrôle et qu'ils ne pouvaient pas se tirer aussi facilement d'affaire qu'en 69. Ils ne se contentaient pas du refus de tout soutien, mais réprimaient les grèves en collaboration étroite avec le patronat et l'appareil d'État. Ils réussissaient surtout à diviser ouvriers allemands et immigrés en accordant des primes exceptionnelles aux ouvriers allemands mais laissant insatisfaites les revendications des travailleurs immigrés comme à Ford (Cologne).

Malgré l'échec relatif du mouvement et ses faiblesses, surtout son morcellement, il constitue un acquis important pour la classe ouvrière allemande. En luttant contre le partage à la crise, elle a dû faire une expérience précieuse pour l'avenir : l'appareil syndical est un des premiers obstacles à vaincre. Les directions de grève indépendantes sont un des acquis du mouvement de 1973.

Demain : deux exemples de lutte.

UNE GRÈVE SOCIAL-DÉMOCRATE

Il y a un mois, la grève la plus longue dans l'histoire de l'imprimerie de la RFA s'est terminée. Treize jours de grève, une durée exceptionnelle pour ce pays, n'avaient apporté aux 145 000 travailleurs de l'imprimerie qu'une augmentation de 6 %. Cela fait 0,1 % de plus par rapport aux dernières offres du patronat. Après les accords tarifaires dans la métallurgie, le secteur public, et la chimie, nettement en dessous de 6 % (ce qui ne couvre même pas le taux d'inflation), le mécontentement de la base provoqué par ce vol de salaire, couvert par la social-démocratie, avait atteint un point dangereux pour le parti de Schmidt.

En déclenchant une grève dans l'imprimerie, un secteur où la social-démocratie et l'appareil syndical qu'elle contrôle ne sont pas encore contestés, le SPD a voulu prendre les devants sur des mouvements de grèves sauvages et réaffirmer, en vue des élections législatives en automne, que c'est toujours lui qui défend le mieux les intérêts des travailleurs. Le résultat en dit long.

Nous avons rendu visite aux imprimeurs du quotidien « Westdeutsche Allgemeine Zeitung » (WAZ), dans leur local de grève, à Essen et ils ont répondu à nos questions.

— Quotidien du Peuple : Est-ce que vous pouvez présenter votre entreprise et votre travail ?

— Le « WAZ » et trois autres journaux constituent un des plus grands trusts de la presse en RFA. Le tirage du week-end des quatre quotidiens atteint un million quatre cent mille exemplaires. Ici, il n'y a pratiquement que des ouvriers qualifiés. Lui, par exemple, est photographeur, et lui l'hygieniste. Nous avons un salaire net entre 2 000 et 2 500 DM (3 500 à 4 500 F) par mois. Cela dépend des heures

supplémentaires que nous faisons, des primes de travail de nuit et de week-end. Dans les grandes maisons de presse, presque tous les travailleurs sont syndiqués ; au « WAZ », 95 %. Ces dernières années, on a assisté à une grande concentration dans la presse, beaucoup d'imprimeurs ont été licenciés, mais les tirages ont monté sans cesse. Aujourd'hui, nous sommes moins pour faire davantage de travail. Pour nous, il s'agit dans la grève, moins de lutter pour quelques centimes de plus, mais contre l'augmentation des cadences.

— QdP : La lutte concerne une augmentation de salaire...

— Effectivement, en général, la grève est due à l'offre insuffisante du patronat dans les négociations tarifaires (59 % contre une revendication de 9 %), mais dans notre entreprise, la raison principale, ce sont les cadences. Sinon, on n'aurait jamais voté la grève à 98 %, un des plus hauts résultats (il faut au moins 75 %, voir QdP de lundi).

— QdP : Envisagez-vous l'occupation de l'usine au cours de la grève ?

— Nous montons des piquets de grève devant les portes de l'imprimerie et de la maison d'édition de six heures du matin à une heure la nuit. Mais une occupation n'est pas prévue. Cela serait une infraction au droit de domicile du patron et poursuivi par la loi. Surtout que nous avons été lock-outés. En Allemagne, nous ne connaissons pratiquement pas l'occupation d'une usine. Elle est d'ailleurs illégale et passible de peines sévères.

En général, il n'y a que des débrayages à titre d'avertissement qui du-

rent une demi-heure ou même un quart d'heure. La dernière grève importante dans notre branche remonte à 1952. Elle avait duré dix jours.

— QdP : Croyez-vous que votre lutte joue un rôle par rapport aux élections législatives en automne ?

— Cette grève a certainement moins d'importance économique que politique. Le SPD veut garder la région de la Ruhr, son atout principal. Si le syndicat se montre faible dans cette lutte (et le syndicat et le SPD sont comme frère et sœur) et cela pourrait avoir des répercussions graves sur le résultat des élections. Nous ne voulons pas que



le SPD perde des voix au profit de la CDU (parti chrétien-démocrate) qui représente les intérêts des patrons.

— QdP : Les dernières années n'ont-elles pas montré que le SPD, lui aussi, défend les intérêts des patrons ?

— Il est vrai que nous soutenons le SPD davantage qu'il ne nous soutient. Le SPD nous a laissé tomber un peu ces der-

niers temps. Mais il faut choisir un parti et c'est le SPD qui défend encore le mieux nos intérêts. Lors de la récession, en 66, sous un gouvernement chrétien-démocrate, la situation des chômeurs était bien plus mauvaise qu'aujourd'hui (l'argument ne tient pas, voir QdP du 12/6). Le SPD est au moins honnête avec les travailleurs et dit quand la caisse est vide. A ce moment-là, on peut agir en conséquence (c'est-à-dire se serrer la ceinture). S'il n'a pas tenu toutes ses promesses, il ne pouvait pas non plus agir toujours comme il voulait, à cause de la coalition avec le FDP (parti libéral) qui est du côté des patrons. Et finalement nous préférons encore des politiciens qui

viennent du prolétariat que des étages universitaires. Beaucoup de ministres du cabinet actuel ont présidé des syndicats auparavant, comme Arendt, le ministre du travail, ou Leber, le ministre de la défense. C'est pourquoi nous voterons social-démocrate.

On voit que les illusions réformistes sont encore profondément enracinées chez beaucoup de travailleurs allemands.